

BANQUE CENTRALE DES COMORES

Siège -Moroni Grande Comore:

Place de France BP: 405 Moroni

Tél:+269 773 18 14 Fax: +269 773 03 49

Agence de Anjouan:

BP:365 Mutsamudu

Tél:+269 771 00 35 Fax: +269 771 06 55

Agence de Mohéli:

Fomboni

Tél:+269 772 06 90 Fax : +269 772 06 93

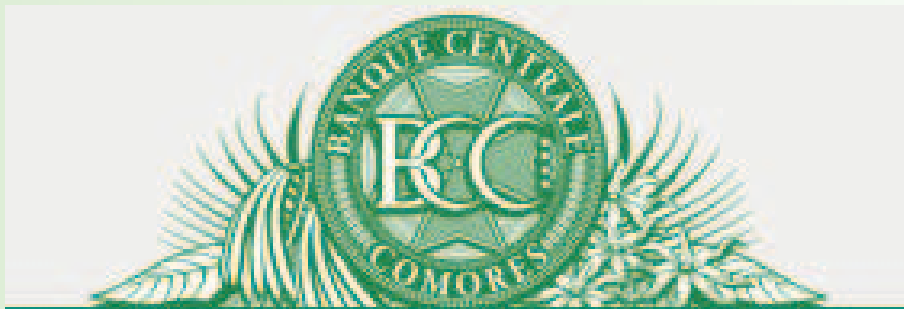
www.bancecom.com

BANQUE CENTRALE DES COMORES



RAPPORT ANNUEL 2008

BANQUE CENTRALE DES COMORES



BANQUE CENTRALE des COMORES

**LETTRE DE PRESENTATION
DU RAPPORT ANNUEL 2008**

**A SON EXCELLENCE,
MONSIEUR AHMED ABDALLAH MOHAMED SAMBI ,
PRESIDENT DE L'UNION DES COMORES**

PAR

**M.Ahamadi ABDOULBASTOI,
GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES**

J

Monsieur le Président de l'Union des Comores,

'ai l'honneur de vous présenter, conformément aux dispositions légales, le Rapport Annuel de la Banque Centrale des Comores qui retrace l'évolution de la situation économique, financière et monétaire des Comores, ainsi que la gestion de la Banque, au cours de l'année 2008.

Sur le plan international, l'année 2008 a été marquée par le durcissement de la crise financière qui s'est traduite par un fort ralentissement de l'activité économique mondiale. Le taux de croissance du PIB mondial s'est établi à 3,8% contre 4,9% les deux précédentes années. Les pays développés ont été durement touchés par la crise avec un recul de 7,5% du PIB au quatrième trimestre tandis que les pays émergents d'Asie et d'Amérique latine ont dans une certaine mesure affiché une résistance, jouant le rôle de locomotive de la croissance mondiale.

Aux Comores, l'année a été marquée par le durcissement puis la résolution de la crise politico-institutionnelle à Anjouan qui a abouti à l'organisation de l'élection du Chef de l'exécutif de l'île au mois de Juin, permettant notamment aux autorités du pays de définir et mettre en œuvre un programme de réformes économiques et de renforcer la coopération avec les institutions financières internationales. Ainsi, le pays s'est engagé dans un programme économique et financier avec le FMI qui s'est concrétisé par un appui financier de 1,8 milliard FC au titre de l'Assistance d'urgence post-conflit (AUPC) et de la Facilité de protection contre les chocs exogènes.

L'activité économique est restée morose en 2008, notamment au second semestre suite aux pénuries de produits pétroliers paralysant plusieurs secteurs économiques.

Face à ce contexte, sur une prévision initiale de 1,6%, le taux de croissance du PIB est tombé à 0,2% contre 0,8% en 2007, les BTP et le secteur des Transports ayant tiré la croissance vers le bas.

Au niveau des prix, la hausse des prix mondiaux des produits alimentaires et énergétiques a favorisé les poussées inflationnistes, faisant subir aux Comores l'inflation importée avec un taux d'inflation de 4,8% contre 4,6% en 2007.

Dans le domaine des finances publiques, les recettes intérieures, notamment fiscales, ont augmenté pour atteindre 23,4 milliards FC contre 21,2 milliards FC en 2007 (+9,7%), suite à l'amélioration des recettes douanières. Les dépenses courantes ordonnancées ont augmenté de 9,1% pour atteindre un montant de 29,8 milliards FC, tirées par la hausse de la masse salariale qui a atteint 15,7 milliards FC contre 15,4 milliards FC en 2007. L'apurement des arriérés de la BAD et la conclusion du programme Post-conflit avec le FMI a notamment permis d'améliorer la situation de la dette publique.

Au niveau des comptes extérieurs, le compte des transactions courantes s'est à nouveau détérioré malgré la consolidation de 30% des transferts courants. Le déficit du compte courant s'est établi à 12,3% du PIB contre 7,0% en 2007, en relation avec l'accentuation du déficit commercial, qui s'élève à 56 milliards FC, soit une hausse de 40% par rapport à 2007.

Dans le domaine monétaire, le calcul du nouvel agrégat de monnaie au sens large, qui couvre l'ensemble des banques et établissements financiers, présente une masse monétaire en hausse de 11,5% pour un total de 50,8 milliards FC contre 45,5 milliards FC au 31 décembre 2007.

Cette augmentation s'observe à la fois au niveau de l'agrégat « monnaie » (+8,2%) et au niveau de l'agrégat « quasi-monnaie » (+19,6%). Cette évolution résulte essentiellement de l'augmentation de 40,4% du Crédit intérieur net tandis que les Avoirs extérieurs nets enregistrent une baisse de 6,8%.

En matière de taux, les taux de la Banque Centrale des Comores, indexés sur l'EONIA, principal taux interbancaire de la zone euro, ont diminué à partir du quatrième trimestre, conséquence de la baisse des taux d'intérêt sur les marchés internationaux en relation avec la crise financière.

Ainsi, le taux des avances à l'Etat et le taux d'escompte, fixés à EONIA+1,5%, se sont élevés en moyenne à 5,35%, soit un niveau identique à celui observé en 2007. Le taux moyen de rémunération des dépôts du Trésor, des banques et des établissements financiers non soumis à l'obligation des réserves, fixé à EONIA-1/8, est resté inchangé à 3,7%. Le taux moyen de rémunération des réserves obligatoires des banques et établissements financiers, fixé à EONIA-1/4, s'est élevé à 3,61% en 2008, niveau identique à celui observé en 2007.

Sur le plan interne, les taux créditeurs et débiteurs ont évolué au niveau en rigueur depuis janvier 2006, respectivement à 2,5% et dans la fourchette [7-14]%, de même que le taux de constitution des réserves obligatoires à 25%.

Au niveau des changes, la poursuite de la dépréciation du dollar par rapport à l'euro s'est traduite par une moyenne annuelle du taux change de la devise américaine par rapport au franc comorien de 334,1 FC pour un dollar contre 359 FC en 2007.

Avant de conclure, permettez-moi Monsieur le Président de revenir sur la décision du FMI qui, après avoir salué les performances réalisées par le Gouvernement dans l'exécution du programme d'aide d'urgence post-conflit (AUPC), a décidé de conclure avec les Comores un programme triennal appuyé par la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC).

Le respect des critères du programme et la poursuite des réformes pour assainir les finances publiques permettront à notre pays de bénéficier de la réduction de la dette dans le cadre des initiatives PPTE et IADM.

L'ensemble de ces mesures doivent se dérouler dans un environnement macroéconomique et financier stable. Dans cet esprit, les évolutions récentes du secteur bancaire comorien sont de nature à contribuer au développement économique, notamment en facilitant l'accès au crédit du secteur privé.

Je vous prie de croire, Monsieur Le Président, en l'assurance de ma très haute et respectueuse considération.

Le Gouverneur,
Ahamadi ABDOULBASTOI

Sommaire

CHAPITRE I : L'EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	10
Section I - Les principales évolutions économiques, monétaires et financières	10
Section II - Les évolutions économiques des pays ou zones majeures	13
1.1 - Les Etats-Unis	13
1.2 - Le Japon	14
1.3 - Les pays membres de l'Union Européenne	14
1.4 - La Chine	15
1.5 - L'Afrique	16
Section III - Les institutions financières internationales	18
1.1 - Le Fonds Monétaire International (FMI)	18
1.2 - La Banque Mondiale	18
1.3 - La Banque Africaine de Développement (BAD)	19
CHAPITRE II : LA SITUATION INTERIEURE	22
Section I - La production du secteur primaire	23
1.1 - Les produits de rente	23
1.2 - La production alimentaire	24
1.2.1 - Les cultures vivrières	24
1.2.2 - L'élevage	25
1.2.3 - La pêche	26
Section II - L'industrie, l'artisanat et les travaux publics	26
2.1 - L'industrie et l'artisanat	26
2.2 - Les travaux publics	27
Section III - Les services	28
3.1 - Le tourisme	28
3.2 - Les Télécommunications	29
CHAPITRE III : LES ECHANGES EXTERIEURS	32
Section I - Le commerce extérieur	32
1.1 - Les Exportations	32
1.2 - Les Importations	33
1.3 - L'évolution géographique des échanges	34
Section II - La balance des paiements	35
2.1 - Le compte des transactions courantes	35
2.1.1 - Biens	35

2.1.2 - Services	35
2.1.3 - Revenus	36
2.1.4 - Transferts courants	36
2.2 - Le compte de capital et d'opérations financières	36
2.2.1 - Compte de Capital	36
2.2.2 - Compte des opérations financières	36
CHAPITRE IV : LA SITUATION FINANCIERE ET MONETAIRE	40
Section I - Les Finances Publiques	40
1.1 - L'exécution du budget 2008	40
1.2 - Les opérations financières consolidées de l'Etat et des Administrations Publiques	41
1.3 - Les prévisions budgétaires pour l'année 2009	43
Section II - La situation monétaire	43
2.1 - La masse monétaire	44
2.2 - Les contreparties de la masse monétaire	45
Section III - Le système bancaire	47
3.1 - Structure du système bancaire	47
3.2 - La réglementation bancaire	48
3.3 - Evolution de l'activité du système bancaire	48
3.4 - Le respect de la réglementation	50
3.5 - La supervision bancaire	50
3.6 - Les conditions de banques	51
CHAPITRE V : L'ADMINISTRATION, L'ACTIVITE ET LES COMPTES DE LA BANQUE CENTRALE	54
Section I - L'organisation	54
1.1 - L'Administration	54
1.2 - Les effectifs	54
Section II - Les activités de la Banque	55
2.1 - Les billets et pièces en circulation	55
2.2 - La chambre de compensation	55
2.3 - Les autres activités de la Banque	56
Section III - Les comptes de la Banque	58
3.1 - Le bilan	58
3.2 - Le compte de résultat	59
Section IV : L'avis des Commissaires aux comptes	61
ANNEXES	63



...En chiffres...

Taux de croissance du PIB mondial en baisse : 3,8%

Prix des matières premières énergétiques et alimentaires, augmentant de 32% en moyenne.

Le cours du baril de pétrole a enregistré un pic de 145 dollars en juillet 2008 avant de chuter à 40 dollars à la fin de l'année.

Records historiques à 1,599 dollar américain et à 169,75 yens japonais pour 1 euro.

Les principales banques centrales ont révisé à la baisse leurs taux d'intérêt directeurs.

Le taux « prêt marginal » de la BCE est revenu de 5% en décembre 2007 à 3% en décembre 2008.

CHAPITRE I

L'EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Section I - Les principales évolutions économiques, monétaires et financières

Section II - Les évolutions économiques des pays ou zones majeures

- 1.1 - Les Etats-Unis
- 1.2 - Le Japon
- 1.3 - Les pays membres de l'Union Européenne
- 1.4 - La Chine
- 1.5 - L'Afrique

Section III - Les institutions financières internationales

- 1.1 - Le Fonds Monétaire International (FMI)
- 1.2 - La Banque Mondiale
- 1.3 - La Banque Africaine de Développement (BAD)

Chapitre I

L'EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Section I - Les principales évolutions économiques, monétaires et financières

L'année 2008 a été marquée par la crise bancaire et financière internationale, qui a évolué par vagues, avec des périodes de tensions et d'accalmies. L'intensité de cette crise s'est traduite par les faillites de grandes banques et institutions financières, entraînant un durcissement des conditions de crédit et par ricochet un ralentissement de l'activité économique mondiale.

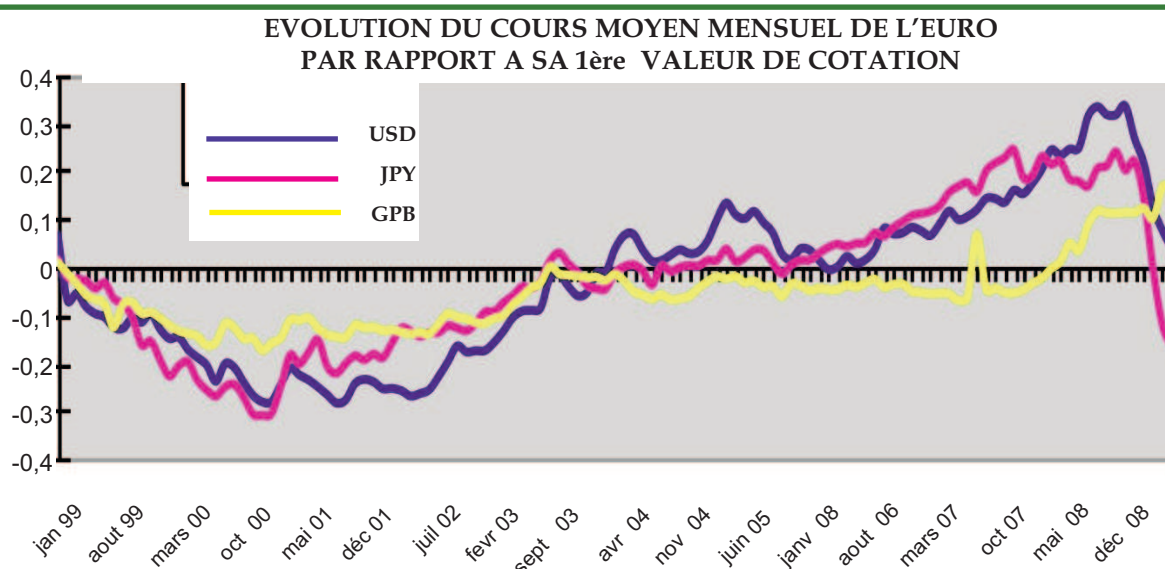
Le taux de croissance du PIB n'a atteint que 3,8% contre des taux de croissances proches de 5% les deux dernières années. Ce ralentissement de l'activité économique a été beaucoup plus ressenti dans les pays industrialisés, notamment aux Etats-Unis d'Amérique, au Japon et dans la zone Euro, pendant que les pays émergents d'Asie et d'Amérique latine résistaient à la crise financière, en demeurant les principales locomotives de la croissance mondiale.

Le ralentissement de la croissance économique s'est déroulé dans un contexte de fortes volatilités des prix des matières premières énergétiques et alimentaires, augmentant de 32% en moyenne. Poursuivant la tendance haussière observée à fin 2007, le cours du baril de pétrole a enregistré un pic de 145 dollars en juillet 2008 avant de chuter à 40 dollars à la fin de l'année. Ces fortes oscillations sont imputables d'une part à la demande soutenue des pays émergents, à la baisse de la production pétrolière dans de nombreux pays n'appartenant pas à l'OPEP, d'un contrôle resserré de l'offre OPEP et d'autre part aux incertitudes liées à la crise financière qui ont pesé négativement sur la croissance économique mondiale au second semestre. Les prix des autres matières premières énergétiques se sont également inscrits en hausse, notamment le gaz naturel, suite au différend entre l'Ukraine et la Russie, et le charbon, devenu un substitut du pétrole.

Les prix des produits alimentaires ont augmenté en moyenne de 34% par rapport à 2007, en relation avec les mauvaises récoltes et la transformation accrue des matières végétales en biocarburant. Cette tendance s'est par contre inversée au second semestre suite au repli des prix des produits énergétiques.

Sur le marché de change, le cours de l'euro a poursuivi sa montée progressive par rapport aux autres devises, atteignant au mois de juillet des records historiques à 1,599 dollar américain et à 169,75 yens japonais pour 1 euro. Cette appréciation de l'euro est le reflet des écarts de taux d'intérêt entre la zone euro et les Etats-Unis ainsi que les meilleures perspectives de croissance affichées dans la zone euro. C'est à partir de la fin juillet que la monnaie européenne a commencé à se déprécier vis-à-vis du dollar et même du yen, en liaison avec les mouvements spéculatifs en faveur du dollar, qui continue à jouir du statut de monnaie de réserve. Toutefois, l'éclatement de l'affaire «*Madoff*» a entraîné un nouveau renversement de tendance, l'euro reprenant son appréciation vis-à-vis du dollar. Au total, le cours de change de l'euro par rapport au dollar s'est déprécié de 5,6% par rapport à son niveau de décembre 2007.

Sur le marché des actions, les indices boursiers, déjà fragilisés par la crise du marché du subprime américain, ont subi de plein fouet la crise financière. De nombreuses bourses d'actions se sont effondrées, entraînant dans leur sillage la faillite de nombreuses entreprises mais aussi des ménages, notamment aux Etats-Unis. Les marchés financiers des pays émergents n'ont pas été épargnés non plus, les investisseurs leurs préférant des placements plus sûrs, sans risque, tels que l'or et les titres souverains.



Encadré 1 - Les mesures prises aux Comores pour faire face à la crise financière.

Aux Comores, la crise financière a été perçue à ses débuts comme un phénomène qui ne concernait que les pays industrialisés disposant d'un marché financier fluide et connexe et dont les effets seraient limités à ces pays. Les risques de contagion dans l'économie comorienne ont été considérés très faibles du fait de l'étroitesse du secteur bancaire, avec une activité très peu orientée vers l'international, les ressources et les emplois intérieurs représentant plus de 95% du total du bilan des banques. En situation de liquidité abondante, les banques placent en effet plus de 40% de leurs excédents auprès de la Banque centrale qui les rémunère à un taux proche de celui du marché monétaire européen.

Les activités des institutions financières décentralisées (IFD) ou institutions de micro finance, occupant une position importante dans le système bancaire comorien, sont essentiellement orientées sur les opérations de collecte de l'épargne et d'octroi de crédit à leurs adhérents, essentiellement résidents. Même si les dépôts de la diaspora comorienne en France constituent une part importante des ressources de ces institutions, l'exposition des IFD aux impacts de la crise semble très faible.

Aussi, l'appartenance des Comores à la Zone Franc et les instruments associés à la coopération monétaire constituent un amortisseur aux chocs exogènes, en termes de couverture de la monnaie et du taux de change. La réglementation des changes qui définit les relations financières entre les Comores et l'étranger constitue un filet de sécurité, qui permet de contrôler les sorties de capitaux afin de garantir la valeur externe de la monnaie et d'encadrer les opérations de placements et d'investissements extérieurs, dispositif de protection contre les flux financiers spéculatifs.

A la fin du second semestre 2008, devant l'aggravation des effets de la crise dans les pays développés, certains indicateurs ont laissé apparaître un début de répercussion de la crise dans l'économie comorienne et les inquiétudes de l'impact de cette crise sont très soutenues par la structure même d'une petite économie ouverte et importatrice nette qui expose davantage les principaux postes de la balance des paiements. Le déficit commercial s'est fortement creusé, en relation avec la baisse de la demande extérieure des produits de rente (vanille, girofle, ylang-ylang), influant négativement sur les exportations, qui régressent de 55% par rapport à l'année 2007. Le déficit du compte des transactions courantes s'est aggravé et a représenté plus de 12% du PIB en 2008 contre 7% en 2007. Cette évolution défavorable a été toutefois atténuée par la consolidation des transferts courants, premier poste de revenu de la balance des paiements, représentant 23% du PIB en 2008 contre 19% en 2007. Cette bonne tenue des transferts courants s'explique par la consolidation des envois de fonds des migrants, qui ont enregistré une hausse de 28%, assouplissant les inquiétudes d'un chômage de masse en France, qui aurait eu pour effet de comprimer ces flux vers les Comores. Ce rythme soutenu des flux des migrants peut s'expliquer d'une part par le fait qu'une grande partie de la diaspora occupent des postes dans des secteurs peu touchés par la crise, les services notamment, et d'autre part par le mécanisme de tontines communautaires qui permet de constituer une épargne assez importante le plus souvent destinée à financer un projet (mariage, immobilier...).

Indicateurs du système bancaire comorien (en milliards FC)				
	Décembre2006	Décembre207	Décembre2008	Juin2009
Total des Bilans des Banques et Etablissements Financiers	40,2	45,0	51,8	54,0
Ressources Clientèle	29,6	32,0	38,4	37,9
Résidents	26,1	28,3	34,8	34,1
Non Résidents	3,4	3,7	3,6	3,7
Trésorerie	22,3	23,1	22,9	18,8
Placements Intérieurs	15,9	18,1	19,3	17,7
Placements Extérieurs	6,5	5,0	3,6	1,1
Crédits	16,0	18,0	24,5	28,3
Résidents	16,0	18,0	24,5	28,2
Non Résidents	0,01	0,03	0,01	0,03
Hors-Bilan	3,1	3,9	0,5	0,2
Résidents	3,1	3,9	0,5	0,2
Non Résidents	0,0	0,0	0,0	0,0
Position Ext Nets du système bancaire	40,6	43,5	40,6	39,1
Position Extérieure Nette de la BCC	34,9	39,7	37,9	38,7

Par ailleurs, les transferts courants publics ont représenté 44% des ressources de l'Etat en 2008 contre 35% en 2007, concourant à l'amélioration du déficit global à hauteur de 2,5% du PIB en 2008 contre 3,2% en 2007. Considérant le poids croissant des transferts privés dans l'économie (24% du PIB en 2008 contre 12% en 2003) et la nécessité de canaliser ces ressources pour les orienter vers des projets d'investissements, la Banque centrale des Comores a autorisé la signature de conventions par des établissements financiers locaux avec des sociétés spécialisées et encourage d'autres initiatives engagées pour développer un partenariat avec des établissements bancaires en France, en vue de canaliser et d'encourager le recours à la voie formelle, de baisser les coûts et surtout de développer de nouveaux instruments d'épargne-investissement, qui seraient plus attractifs.

Devant l'aggravation de la crise, la forte dégradation de la conjoncture économique internationale et les perspectives d'une baisse des prix, les principales banques centrales ont révisé à la baisse les taux d'intérêt directeurs. Le taux « prêt marginal » de la BCE est revenu de 5% en décembre 2007 à 3% en décembre 2008, pendant qu'en moyenne mensuelle, l'EONIA est passé de 3,86% à 2,45% au cours de la période.

L'abaissement important des taux d'intérêt de la BCE a eu des répercussions immédiates sur les comptes d'exploitation de la Banque Centrale des Comores (BCC) et des autres banques et établissements financiers, en situation de liquidité abondante. En conséquence, la Banque Centrale a réduit ses taux d'intérêt. En décembre 2008, le taux de rémunération des réserves obligatoires a été revu à la baisse, de «EONIA - ¼ » à «EONIA -1,25 », mesure suivie d'une révision à la baisse des taux de rémunération de l'épargne par le Ministre des Finances. En effet, le taux plancher de rémunération des comptes sur livret et des autres comptes d'épargne est passé de 2,5% à 2% à partir du 1er janvier 2009. Ce taux a été revu à la baisse pour une 2^{ème} fois au mois de juin, pour être fixé à 1,75% à compter du 1er Juillet 2009.

Parallèlement à ces mesures tendant à adoucir les effets de la crise, les Autorités comoriennes se sont engagés dans un programme économique et financier avec le FMI au titre de l'Assistance d'Urgence Post-Conflict (AUPC) et au titre de la Facilité de Protection Contre les Chocs Exogènes, pour un montant total de 1,8 milliard FC. Ce programme, couvrant la période octobre 2008 à mars 2009 a fait l'objet d'une évaluation positive, qui a permis la signature d'une lettre d'intention en août 2009 pour la mise en œuvre d'un programme FRPC. Ce programme vise entre autres à stabiliser la situation budgétaire, renforcer les capacités nationales d'exécution des politiques économiques à l'échelle nationale, et régulariser les relations avec la communauté des bailleurs. Il prévoit aussi des mesures structurelles de nature à créer des conditions favorables à la relance de la croissance et à la réduction de la pauvreté, tout en préservant la viabilité budgétaire et une position extérieure soutenable à moyen terme.

Dans le cadre de la stabilité du système bancaire, la BCC a engagé un programme de coopération avec les autorités de contrôle des pays où sont implantés les maisons-mères des établissements bancaires installés aux Comores. Au mois d'août 2009, elle a signé une convention avec la Banque centrale de Tanzanie visant à renforcer et à faciliter l'exercice de leur mission de contrôle et de supervision des établissements transfrontaliers.

Encart publié dans le Rapport Annuel de la Zone Franc

Section II - Les évolutions économiques des pays ou zones majeurs

- Les Etats-Unis

L'activité économique aux Etats-Unis a ralenti en 2008, avec un taux de croissance du PIB de 1,4% contre 2% en 2007 après 2,8% en 2006, soutenue par une relative bonne tenue des échanges extérieurs, en dépit de l'impact négatif de la crise financière sur la demande intérieure.

*Evolution de quelques indicateurs économiques aux Etats-Unis
(variation en %, sauf indications contraires)*

	2006	2007	2008
Taux de croissance du PIB	2,8	2,0	1,4
Taux d'inflation (IPC)	3,2	2,9	3,8
Taux de chômage	4,6	4,6	5,8
Dépenses de consommation finale des ménages	3,0	2,8	0,4
Dépenses d'investissements des entreprises	7,5	4,9	2,4
Taux d'endettement public en % du PIB	61,7	62,9	73,2
Solde budgétaire en % du PIB	-2,7	-3,0	-5,2
Solde du compte courant en % du PIB	-6,0	-5,3	-4,9

Sources : OCDE, BNB

Au cours de l'année 2008, la Réserve fédérale a réduit ses principaux taux directeurs, ramenant le taux des fonds fédéraux de 4,25% en fin 2007 à une fourchette de 0 à 0,25% et le taux d'escompte de 4,7 à 0,5%. Elle a également fourni un volume plus important de liquidités, pour couvrir notamment la dette de certaines agences gouvernementales américaines de refinancement hypothécaire et l'achat des titres adossés à des créances hypothécaires, en vue d'assurer une efficience de la politique monétaire et garantir le bon fonctionnement des marchés financiers.

Le Gouvernement fédéral a fait adopter deux lois majeures par le Congrès :

« *l'Economic Stimulus Act* » en février 2008, loi comportant des avantages fiscaux en faveur des populations et des entreprises vulnérables, pour un coût global de 168 milliards dollars,

« *l'Emergency Economic Stabilization Act* » en octobre 2008, loi qui a permis de dégager 700 milliards de dollars, pour recapitaliser plusieurs institutions financières, pour refinancer certains groupes automobiles et pour garantir les refinancements de la Réserve fédérale de New-York.



- Le Japon

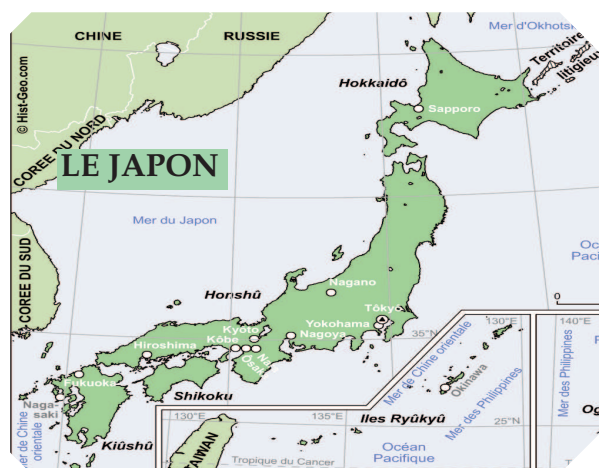
*Evolution de quelques indicateurs économiques au Japon
(variation en %, sauf indications contraires)*

	2006	2007	2008
Taux de croissance du PIB	2,4	2,1	0,5
Taux d'inflation (IPC)	0,2	0,1	1,4
Taux de chômage	4,1	3,9	4,1
Dépenses de consommation finale des ménages	2,0	1,5	0,7
Dépenses d'investissements des entreprises	4,3	2,1	-0,6
Taux d'endettement public en % du PIB	171,9	170,6	173,0
Solde budgétaire en % du PIB	-3,7	-3,1	-2,7
Solde du compte courant en % du PIB	3,9	4,8	3,8

Sources : OCDE, BNB

Les mesures prises pour renforcer les fonds propres des institutions financières japonaises après la crise bancaire des années 90, ont permis de garantir la solidité des établissements bancaires japonais vis-à-vis de la crise sur le marché des subprimes aux Etats-Unis. Toutefois, le Japon a subi la crise mondiale à travers le ralentissement de la demande extérieure, qui n'a progressé que de 0,8% contre 1,1% en 2007. Le taux de croissance du PIB a progressé de 0,5% contre 2,1% en 2007, en raison du repli des exportations vers les Etats-Unis, l'Asie et l'Union européenne, le tassement des investissements des entreprises.

Les mauvaises perspectives économiques et financières engendrées par la crise financière internationale, ont aussi incité la Banque du Japon à revoir sa politique monétaire, en révisant à la baisse son taux directeur ramené à 0,1% en mi-décembre. Elle a en outre, entrepris des mesures pour garantir de la liquidité au secteur et a décidé de rémunérer à titre temporaire les réserves obligatoires constituées par les banques.



- Les pays membres de l'Union Européenne

L'activité économique a ralenti dans la zone euro, en enregistrant un taux de croissance de 1% en 2008 contre des hausses de 3% en 2007 et de 2,6% en 2006, en liaison avec le faible accroissement de la demande intérieure (+0,7% après 2,3%) et des exportations nettes (0,2% contre 0,3% en 2007).

Tous les pays de la zone euro ont subi, à des degrés divers, les évolutions défavorables du marché de l'immobilier résidentiel, la diminution des exportations et la contraction de la demande intérieure. L'Irlande et l'Italie sont entrées en récession avec des taux de croissance du PIB négatifs (-2% et -0,6%), pendant que le Luxembourg et la Finlande enregistraient des reculs de leurs taux de croissance, revenant respectivement de 5,2% à 1% et de 4,5% à 1,5%. L'Allemagne et la France ont enregistré des taux de croissance respectifs de 1,3% et 0,7% après 2,5% et 2,2% en 2007, respectivement.

Au Royaume-Uni, l'activité économique a enregistré un coup de frein en 2008, avec un taux de croissance du PIB de 0,8% contre 3% en 2007, en liaison avec le ralentissement de la demande intérieure (0,7% après 3% en 2007) et de l'impact négatif de la crise financière qui a secoué le secteur financier britannique.

Evolution de quelques indicateurs économiques dans la zone euro (variation en %, sauf indications contraires)

	2006	2007	2008
Taux de croissance du PIB	3,0	2,6	1,0
Taux d'inflation (IPC)	2,2	2,1	3,3
Taux de chômage	8,3	7,4	7,5
Dépenses de consommation finale des ménages	2,0	1,6	0,4
Dépenses d'investissements des entreprises	6,4	5,5	1,4
Taux d'endettement public en % du PIB	68,5	66,4	69,0
Solde budgétaire en % du PIB	-1,8	-1,6	-2,3
Solde du compte courant en % du PIB	0,4	0,3	-0,4

Sources : OCDE, BNB

En dépit de l'impact de la crise financière, les autres Etats de l'Union Européenne n'appartenant pas à la zone euro ont à nouveau enregistré de fortes croissances économiques, soutenues par la progression des investissements et de la consommation.

L'union monétaire s'est élargie en janvier 2008, avec l'adhésion effective de Chypre et Malte. Après avoir reçu les avis positifs de la Commission, du Parlement européen, du Conseil européen de juin 2008 et du Conseil des ministres des finances des 27 et 28 juillet 2008, la Slovaquie est devenue le seizième Etat membre de l'Union à adopter la monnaie unique, son adhésion étant effective depuis le 1^{er} janvier 2009.

Dans cet environnement marqué par une morosité économique, accompagnée de fortes tensions sur les cours des produits pétroliers, la Banque Centrale Européenne a modifié les taux directeurs à quatre reprises. Elle a remonté son taux directeur qui était resté inchangé depuis juillet 2007 de 4% à 4,25%, avant de le rabaisser successivement à 3,75%, 3,25% et 2,5%, entre octobre et décembre, en réponse aux tensions sur les marchés monétaires et financiers.



- La Chine

Evolution de quelques indicateurs économiques de la Chine (variation en %, sauf indications contraires)

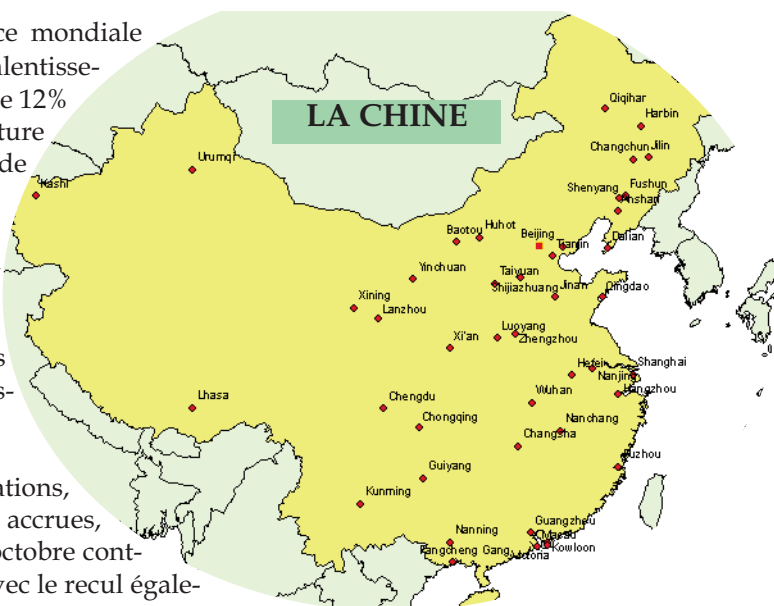
	2006	2007	2008
Taux de croissance du PIB	11,4	11,9	9,7
Taux d'inflation (IPC)	1,4	4,7	6,2
Solde budgétaire en % du PIB	n.d	1,0	0,8
Solde du compte courant en % du PIB	8,3	11,3	9,5

Sources : OCDE, BNB

L'économie chinoise, moteur de la croissance mondiale durant ces cinq dernières années, a enregistré un ralentissement de son taux de croissance, revenant de près de 12% en 2007 à 9,7% en 2008, en liaison avec la conjoncture internationale défavorable combinée à une demande intérieure moins soutenue.

Dans ce contexte, la Banque Populaire de Chine a entrepris une série de mesures, allant de l'abaissement des taux d'intérêt sur les prêts et les dépôts, de la révision à la baisse du taux de constitution des réserves obligatoires à la levée du contrôle administratif du crédit.

En dépit du ralentissement du volume des exportations, les réserves en devises de la Chine se sont encore accrues, s'établissant à 1.912 milliards de dollars à la fin d'octobre contre 1.528 milliards de dollars à fin 2007, en liaison avec le recul également du volume des importations.



- L'Afrique

Après plusieurs années de croissance soutenue (5,5% en moyenne annuelle sur la période 2003-2006 et 6% sur 2007-2008), la conjoncture économique en Afrique subsaharienne s'est considérablement détériorée, parallèlement à l'atonie de l'économie mondiale confrontée aux effets de la crise financière.

Evolution de quelques indicateurs économiques dans la Zone Franc (en %)

	2005	2006	2007	2008*
Croissance du PIB				
Zone Franc	4,7	3,0	3,6	4,0
UEMOA	4,0	3,1	3,1	3,8
CEMAC	3,7	3,2	4,6	4,0
Comores	2,8	2,4	0,8	0,2
Taux d'inflation (en moy annuelle)				
Zone Franc	3,7	3,3	-	6,5
UEMOA	4,3	2,3	2,4	7,1
CEMAC	2,9	5,2	1,8	5,9
Comores	3,2	3,4	4,5	4,8
Solde du compte courant en % du PIB				
UEMOA	- 5,8	- 3,8	-6,4	- 5,9
CEMAC	5,9	3,3	-0,7	3,1
Comores	- 7,1	- 5,5	- 7,0	-12,3
Solde Budgétaire de Base/PIB **				
UEMOA	-1,7	-1,9	-1,6	-1,7
CEMAC	9,1	11,0	9,1	12,3
Comores	0,3	-1,9	-2,9	-3,5

source : données nationales, BDF, AFD, BCC, FMI *données provisoires,

** SBB = recettes totales hors dons – dépenses totales hors investissement financé sur ressources extérieures

S'agissant des finances publiques, les recettes budgétaires ont augmenté de 33,1%, représentant 32,9% du PIB en 2008 contre 29,1% du PIB en 2007. Cette évolution a résulté essentiellement d'une augmentation de 46,5% des recettes pétrolières, tandis que les recettes non pétrolières ont progressé de 6,0%, en liaison avec l'amélioration de la collecte des impôts, l'élargissement de l'assiette fiscale et les réformes des régies financières.

Les dépenses budgétaires se sont accrues de 20,7%, atteignant 21,5% du PIB contre 20,9% en 2007, du fait d'une augmentation soutenue des dépenses en capital (31,7%) et des dépenses courantes (13,8%), notamment les salaires (+16,6%) pour soutenir le pouvoir d'achat.

Ces évolutions ont abouti à un solde budgétaire de base de 12,3% du PIB contre 9,1% en 2007. Le solde global hors dons et le solde global se sont situés à 10,2% et 7,9% du PIB respectivement, contre 8,2% et 2,8% en 2007.

Dans le domaine des échanges extérieurs, le solde des transactions courantes, déficitaire de 0,7% du PIB en 2007, s'est fortement amélioré en 2008, représentant 3,1% du PIB, en liaison essentiellement avec la bonne tenue de la balance commerciale. Les exportations, dopées par le cours élevé du pétrole, ont augmenté de 22,7%, tandis que les importations progressaient de 16,7%.

Au 31 décembre 2008, la masse monétaire a augmenté de 18,7%, en liaison avec la consolidation de la position extérieure nette (+22,8%) et du crédit à l'économie (26,6%), en dépit d'une contraction des créances nettes sur les Etats, bénéficiant d'une situation améliorée des finances publiques.

Section III - Les institutions financières internationales

- Le Fonds Monétaire International (FMI)

En 2008, tous instruments confondus, le FMI a versé 173,1 millions de DTS en faveur des pays de la zone franc, contre 78,5 millions DTS en 2007, soit plus du double. Ces tirages représentent moins du cinquième des versements du FMI à l'Afrique subsaharienne, évalués à 891,4 millions de DTS, lesquels ont considérablement augmenté par rapport aux 222,7 millions de DTS versés en 2007. Pour la 1^{ère} fois depuis de nombreuses années, le solde entre les tirages et les remboursements est sorti positif en faveur des pays de la zone franc, s'élevant à 113,3 millions de DTS en 2008 contre -8 millions de DTS en 2007 après -557,1 millions de DTS en 2006 et -178 millions de DTS en 2005.

Au 31 décembre 2008, 17 pays en Afrique subsaharienne ont bénéficié d'un accord avec le FMI au titre de la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), dont 8 pays de la zone franc.

Le conseil d'administration du FMI a approuvé le 15 décembre 2008 l'octroi aux Comores de la facilité contre les chocs exogènes (FCE), à hauteur de 25% de la quote-part, soit 2,2 millions de DTS et l'octroi d'un programme d'assistance post-conflit (EPCA) d'un montant de 12,5% de la quote-part, soit 1,1 million de DTS, soit l'équivalent de 1,8 milliard FC au total.

- La Banque Mondiale

Les engagements de la Banque mondiale en faveur des pays de la Zone Franc sont en progression depuis 2006, s'élevant à près de 1,5 milliard de dollar en 2008 après 1,1 milliard de dollar en 2007, soit une hausse de 42%. Dans un contexte de diminution des engagements de la Banque en Afrique subsaharienne, la part de la zone franc dans ces engagements a fortement progressé, s'établissant à 29% contre 16% en 2007.

L'aide budgétaire a représenté 54% des crédits accordés aux pays de la zone franc contre 23% en 2007, après 33% en 2006. Les versements bruts en faveur des pays de la zone après avoir enregistré une baisse de plus de 40% en 2006, se sont élevés à 1.283 millions de dollars US en 2008 après 672 millions de dollars US en 2007, soit une hausse de 91%.

En revanche, pour les Comores, ces versements se sont élevés à 3 millions de dollars US en 2008, en baisse par rapport aux 5 millions de dollars US versés en 2007.

**Interventions de la Banque Mondiale dans les pays de la Zone Franc
(en millions de dollars E.U.)**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Engagements	663,8	571,1	794,7	412	1.007,8	1.082,3	1.531,6
Dont Aides-Projets	373,3	397,8	654,7	257	674,3	837,3	707,4
Dont Aides-Budgétaires	290,5	173,3	140	155	333,5	245	826,9
Décaissements	691,1	737,7	835	728	432	672	1.283

Source : Comité monétaire de la Zone Franc

- La Banque Africaine de Développement (BAD)

Au niveau du groupe de la BAD, le montant total des prêts et des dons approuvés, y compris les allègements de dette, a augmenté de 13%, s'élevant à 3,5 milliards Unités de Compte contre 3,1 milliards Unités de Compte en 2007, après 2,6 milliards Unités de Compte en 2006.

Le guichet BAD, en progression de 8%, a représenté 48% des approbations totales du Groupe contre 54% en 2007, tandis que le guichet FAD a enregistré une hausse de 20%, passant de 1,4 milliard Unités de Compte en 2007 à 1,7 milliard Unités de Compte en 2008, ce qui a représenté 52% des activités du Groupe contre 45% en 2007, en liaison avec le début du cycle du FAD-11 (2008-2010).

Les principaux instruments de financement ont été les prêts-projets qui ont représenté 58% des approbations totales, devançant largement les prêts à l'appui aux réformes, de type prêts budgétaires, structurels et sectoriels (16% du total). Les opérations d'allègement de dette PPTE n'ont représenté que 5% des approbations.

La répartition sectorielle des approbations en 2008 fait apparaître une concentration dans les domaines des transports et de l'énergie, de l'eau-assainissement, du secteur social et de l'agriculture, mais également dans le secteur financier.

L'Union des Comores, reconnue pays post-conflit par le conseil de la BAD du 27 juin 2007, a bénéficié à la suite de la conférence des bailleurs de fonds organisée à Paris en décembre 2007, d'un apurement de ses arriérés. Ce processus a été finalisé et permis la levée des sanctions le 09 février 2009, ouvrant la voie à une reprise des activités normales de la BAD aux Comores, suspendues depuis 1993, sur la base d'un Document de Stratégie intérimaire en cours de finalisation. La stratégie proposée, élaborée en concertation avec les autorités comoriennes, repose sur deux piliers :

- l'assainissement du cadre macro-économique,
- le renforcement de l'accès à l'eau et l'assainissement.

Pour le premier pilier, sont prévus un appui aux réformes pour un montant de 2 millions Unités de Compte sur fonds FEF et un appui institutionnel (statistiques, finances publiques/dette, et appui au secteur privé) pour un montant de 5 millions Unités de Compte sur fonds FAD 11. Pour le deuxième pilier, un projet d'amélioration de l'accès à l'eau potable et assainissement pour un montant de 8 millions Unités de Compte sur fonds FEF doit être mis en œuvre.

Parallèlement, dans le cadre de la réponse à la crise alimentaire en Afrique, la Banque a octroyé un don d'urgence d'un montant de 1,5 million Unités de Compte en décembre 2008.



...En chiffres...

La croissance en 2008 a fortement ralenti, avec un taux de 0,2% après 0,8% en 2007 et 2,6% en 2006.

En 2008, la production de vanille a été estimée à 50 tonnes contre 76 tonnes en 2007.

La production de viande rouge s'élèverait à 1.877 tonnes en 2008.

Le secteur de la pêche emploie 6% de la population (soit 8 500 emplois directs et 24 000 emplois indirects) et participe à hauteur de 12% du PIB et de 5% aux recettes en devises.

Le nombre d'abonnés est passé de 19 700 en octobre 2007 à 22 000 en octobre 2008 pour le fixe (y compris le CDMA) et de 59 940 à 89 500 pour le mobile. Le nombre d'abonnés Internet s'élève à 2 535.

CHAPITRE II

LA SITUATION INTERIEURE

Section I - La production du secteur primaire

1.1 - Les produits de rente

1.2 - La production alimentaire

1.2.1 - Les cultures vivrières

1.2.2 - L'élevage

1.2.3 - La pêche

Section II - L'industrie, l'artisanat et les travaux publics

2.1 - L'industrie et l'artisanat

2.2 - Les travaux publics

Section III - Les services

3.1 - Le tourisme

3.2 - Les Télécommunications

Chapitre II

LA SITUATION INTERIEURE

La situation économique aux Comores a évolué dans un contexte politico-économique difficile. En effet, la crise politique entre le gouvernement de l'île autonome et celui de l'Union a atteint son paroxysme à la fin du 1^{er} trimestre de l'année sous-revue, débouchant sur le débarquement militaire aux conséquences budgétaires énormes, tandis que le 2nd semestre a été rythmé par des pénuries successives de produits pétroliers, paralysant une grande partie de l'activité économique.

La croissance en 2008 a, par conséquent, été fortement ralentie, avec un taux de 0,2% après 0,8% en 2007 et 2,6% en 2006. Cette croissance a, une fois de plus, été permise par le secteur agricole, soutenu par le nouveau dynamisme bancaire et les services hôteliers. En revanche, le secteur manufacturier, les BTP et le secteur des Transports ont tiré la croissance vers le bas.

Au niveau des prix, la pression internationale sur les produits alimentaires et énergétiques a accentué les tensions inflationnistes, faisant subir aux Comores l'inflation importée. En effet, les prix de vente des produits à forte consommation tels que le riz et les produits pétroliers ont subi l'accélération observée sur les marchés internationaux.

Répartition du PIB par branche d'activité				(en millions F)
Branches	2006	2007	2008*	Contri. PIB(%)
Agriculture, pêche, forêts	65 254	67 874	68 320	39,3
Industrie manufacturière	6 441	6 780	6 653	3,8
Electricité, gaz, eau	2 767	2 676	2 495	1,4
Bâtiments et travaux publics	9 348	8 639	9 696	5,5
Commerce, hôtels, restaurants	42 361	45 830	54 068	30,9
Banques, Assurances, A.I et SRE	6 918	6 882	7 524	4,3
Transport et télécommunication	7 934	8 352	8 154	4,7
Administration publique.	21 409	22 534	21 301	12,2
Autres services	827	869	896	0,5
Production bancaire imputée (moins)	(3 996)	(4 206)	(4 346)	(2,5)
Produit Intérieur Brut(*)	159 264	166 229	174 761	100

Source : Commissariat Général au Plan, Direction de la Statistique

* Chiffres provisoires

Le riz, aliment de base, a enregistré une augmentation de plus de 40%, tandis qu'en moyenne les prix à la pompe de l'essence, du gasoil et du pétrole lampant ont été augmentés respectivement de 17%, 20% et 71%.

Au dernier trimestre 2008, une détente des tensions inflationnistes a été observée suite aux mesures prises en novembre 2008 par l'Etat pour ramener les prix du gazole et de l'essence à leurs tarifs initiaux. En dépit de ces mesures et du fait de la faible diversité des produits alimentaires, le **taux d'inflation** est ressorti à 4,8% en 2008 contre 4,6% en 2007, atteignant le niveau le plus élevé depuis les 5,6% d'inflation observés en 2001.

Indice des prix à la consommation	Année de base 1999					
	2003	2004	2005	2006	2007	2008*
Indice général	120,1	125,5	129,3	133,7	139,9	146,6
Taux d'inflation annuel (en %)	3,7	4,5	3,2	3,4	4,6	4,8
Sources: Direction de la Statistique, * Chiffres provisoires						

Section I - La production du secteur primaire

1.1 - Les produits de rente

La vanille des Comores, bénéficiant d'une qualité naturelle et d'un savoir faire reconnu, et classée en qualité supérieure, continue de subir les effets de la crise qu'enregistre le secteur depuis 2004, du fait d'une atonie de la demande mondiale qui a entraîné l'effondrement des prix d'achat aux producteurs et aux exportateurs.

En 2008, la production a été estimée à 50 tonnes contre 76 tonnes en 2007, alors qu'elle atteignait une moyenne de 120 tonnes avant 2005. Cet effondrement de l'offre est certes dû au vieillissement des lianes, aux conditions climatiques défavorables, notamment les incendies qui ont ravagé toute la région de Washili mais aussi au découragement des paysans, suite aux méventes du produit, qui a engendré une aggravation de l'endettement des préparateurs. La campagne vanille 2008 a été ouverte en juin et s'est déroulée dans un climat morose, avec des prix négociés de gré à gré, à un maximum de 1.250 FC le kilogramme de vanille verte, alors qu'il se négociait à un prix plancher de 2.500 FC en 2000.

Pour le girofle, la récolte attendue est estimée à moins de 3.000 tonnes contre 3.500 tonnes en 2007. En dépit de cette baisse, la production de girofle atteint des niveaux relativement satisfaisants, en relation avec la quasi stabilité des cours durant ces dernières années à des niveaux assez élevés, favorisant un meilleur entretien des plantations et permettant d'enregistrer une amélioration des récoltes. Le prix d'achat au producteur a oscillé de 900 à 1.150 FC le kilogramme en 2008 contre une fourchette de 750 à 1.250 FC en 2007.

Production de rente		(en tonnes)			
	2004	2005	2006	2007	2008*
Vanille (préparée)	60	65	75	76	50
Girofle	3 200	1 500	2 500	3 500	3000
Ylang-ylang	35	50	45	50	49
Total	3 295	1 615	2 620	3 626	3099
Source : Brigade vanille, Maison des épices, ajustement BCC.					
* Chiffres provisoires					

Les Comores, premier producteur mondial d'essence d'Ylang-ylang, fournissent cinq qualités de produit : l'extra supérieur, l'extra, la première, la deuxième et la troisième.

En 2008, la production, évaluée à 49 tonnes, s'est maintenue au niveau moyen observé ces quatre dernières années. Les opérations de distillation s'effectuent au rythme d'une demande extérieure régulière, avec une préférence des consommations pour les essences naturelles par rapport aux imitations synthétiques. Le développement des infrastructures de distillation et la relance des exploitations à la Grande-Comore permettent de maintenir la première position mondiale pour ce produit.

La politique tarifaire de vente au degré des essences produites, sauf pour la catégorie «troisième» qui est vendue au poids, offre de meilleurs résultats. Le kilogramme de fleurs, qui se vendait entre 150 et 350 FC en 2007, a évolué entre 350 et 500 FC en 2008, tandis que le prix de vente d'un degré s'est amélioré, variant entre 1.280 et 1.350 FC en 2008 contre une fourchette de 900 à 1.300 FC en 2007. Les prix pour la troisième ont atteint 17.500 FC le kilogramme alors qu'ils variaient entre 14.000 et 16.500 FC en 2007.



1.2 - La production alimentaire

1.2.1 - Les cultures vivrières

Pour les cultures vivrières, l'accent sera mis sur les activités de l'Institut National de Recherche pour l'Agriculture, la Pêche et l'Environnement (INRAPE), afin de mettre en évidence les efforts déployés dans ce secteur majeur de l'économie comorienne.

L'INRAPE, créé en 1995 par la Loi 95-09/AF, est un établissement public à caractère scientifique et technique, doté de la personnalité morale et de l'autonomie administrative et de gestion.

Cette structure est chargée notamment de :

- concevoir et animer des programmes de recherche et d'études agricoles, halieutiques et environnementales ;
- promouvoir et entreprendre tous travaux de recherche et d'expérimentation sur les productions végétales, animales et forestières et leurs transformations agro-alimentaire et agro-industrielle, sur la préservation et l'amélioration des ressources naturelles concernées par ces productions, ainsi que sur les exploitations agricoles et leur environnement socio-économique ;
- promouvoir les techniques et méthodes permettant un accroissement de la productivité d'Agriculture, de Pêche et de la préservation de l'Environnement ;
- garantir la qualité des produits d'exportation et d'importation ;

L'INRAPE souffre néanmoins de l'insuffisance des ressources humaines, financières et matérielles mis à sa disposition. Toutefois, il est à noter que pendant la période 2008, les activités réalisées par l'Institut ont été conduites par des projets financés par des bailleurs de fonds notamment, la FAO, l'AAIDA, l'UE à travers la COI et confiées pour leurs mises en œuvre aux cadres affectés à cette structure.

Les programmes développés sont les suivants :

Programme de Gestion durable de la Zones Côtière des Pays de l'Océan Indien (ProGeCo) mis en œuvre par la COI et financé par l'UE :

ProGeCo est un projet de la Commission de l'océan Indien, financé par l'Union Européenne, qui concerne sept pays de la région : Comores, Kenya, Madagascar, Maurice, les Seychelles, la Tanzanie et la Somalie.

Le programme vise une meilleure valorisation et une gestion durable des ressources côtières, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté par l'amélioration de la conservation et la gestion durable des ressources naturelles.

Mise en place d'un laboratoire de production de vitro plants financé par l'Autorité Arabe pour l'Investissement et le développement agricole (AAIDA) :

Dans le but d'accroître la production agricole, le Ministère de l'Agriculture en collaboration avec l'Autorité Arabe pour l'Investissement et le Développement Agricole (AAIDA), a mis en place une unité de multiplication des vitro plants. Cette unité se propose de produire de façon rapide dans un 1^{er} temps des plants sains de bananiers destinés aux paysans pour leur mise en culture, étant donné le manque de rejets de bananier et l'importance de cette culture dans le mode d'alimentation locale. Dans une 2^{ème} étape, cette technique pourra être étendue à d'autres cultures, afin de diversifier les activités et permettre à notre pays d'atteindre une autosuffisance alimentaire.

Programme Régional de Protection des Végétaux (PRPV) mis en œuvre par la COI et financé par l'UE :

Le Programme Régional de Protection des Végétaux (PRPV) est né de la volonté des Etats membres de la Commission de l'Océan Indien (COI) de rehausser les niveaux quantitatifs et qualitatifs des productions horticoles pour, d'abord, assurer l'approvisionnement de leurs marchés nationaux et, ensuite, s'ouvrir des débouchés à l'exportation. L'objectif du programme est de promouvoir et développer la coopération opérationnelle, scientifique et technique, entre les pays de la région, en matière de protection phytosanitaire.

D'une durée initiale de 4 ans, ce programme, qui a démarré en Août 2003 et qui devait s'achever en juillet 2007, a été poursuivi en 2008, sur la base d'un reliquat existant sur les fonds initiaux.

Réhabilitation du laboratoire phytopathologique et entomologique :

Le laboratoire phytopathologique et entomologique a bénéficié de financements des différents projets et Institutions de Recherche dont le PRPV (Projet Régional de Protection des végétaux) et le CIRAD (Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement) ainsi que des fonds alloués par le Ministère à travers l'ONACSA et la Direction Nationale Halieutique pour réhabiliter le local et acquérir les équipements. Parmi les activités qui doivent y être développées on peut citer :

- le renforcement des capacités scientifiques du laboratoire,
- le diagnostic des maladies des cultures économiquement importantes,
- l'inventaire des nuisibles,
- l'envoi des échantillons dans des laboratoires de référence pour analyse.

Gestion du centre de documentation et d'information du Ministère.

Le Centre de Documentation vise à collecter, organiser et mettre à la disposition des lecteurs, la documentation dans le domaine de l'agriculture, de la pêche, de la forêt et l'environnement. Il est le seul centre de ce genre au niveau national et dispose déjà d'un fonds documentaire assez riche, mais qui n'est pas suffisamment connu de tous les lecteurs.

1.2.2 - L'élevage

Dans le secteur de l'élevage, la consommation locale de viande de bœufs et de poulet est essentiellement d'origine importée. Des initiatives privées récentes tendent à relancer le secteur, commencent à donner des résultats encourageants.

Ainsi, l'effectif des ruminants est passé de 279.984 têtes en 2007 à 324.390 têtes en 2008, soit une augmentation de près de 16%. En termes de rendement, la production de viande rouge s'élèverait à 1.877 tonnes en 2008 contre 1.591 tonnes en 2007 et celle de lait à 16.280 tonnes contre 12.094 tonnes, respectivement.



Pour les volailles, les données disponibles affichent un effectif de 264.000 têtes contre 243.000 en 2007, soit une progression de 10%. Cette branche souffre toutefois de grandes difficultés en approvisionnement en intrants, qui a fait arrêter plusieurs aviculteurs. Il reste en moyenne, 10 aviculteurs à la Grande-Comore et à Anjouan, et aucun à Mohéli.

1.2.3 - La pêche

Le secteur de la pêche emploie 6% de la population (soit 8 500 emplois directs et 24 000 emplois indirects) et participe à hauteur de 12% du PIB et de 5% aux recettes en devises à travers les exportations. Avec une capacité annuelle évaluée à 33 000 tonnes, seules 64% sont actuellement exploitées.



La Direction Nationale des Ressources Halieutiques s'est fixée trois objectifs en 2008 :

le renforcement du cadre institutionnel : une loi sur la Pêche a été votée et promulguée en Août 2007. Il reste à définir maintenant les textes d'application de la réglementation. Pour lutter contre les infractions, environ dix missions de contrôle en mer ont été effectuées. La Direction a par ailleurs obtenu la ratification des accords de pêche avec l'Union Européenne et a délivré 47 licences à des bateaux étrangers, dont 37 de l'Union Européenne ;

le développement de la production et de la professionnalisation de la pêche : la direction travaille en étroite collaboration avec le syndicat des pêcheurs pour améliorer les conditions de travail et s'attelle à poursuivre la formation des professionnels du métier, en soutenant des étudiants en formation à Madagascar et en recherchant des partenaires pour l'Ecole de Pêche, sise à Anjouan ;

l'amélioration de la valorisation des captures : la direction a obtenu la réhabilitation des chambres froides de la Grande-Comore, les constructions de poissonneries à la Grande-Comore et à Anjouan et d'une chambre froide à Mohéli.

Section II - L'industrie, l'artisanat et les travaux publics

2.1 - L'industrie et l'artisanat

Le secteur industriel national est limité à de petites et moyennes entreprises, dont l'activité repose essentiellement sur la transformation primaire des produits agricoles de rente. A ceux-là, s'ajoutent deux entreprises publiques qui réalisent des activités à caractère industriel.

En 2008, selon les informations partielles communiquées, la société nationale de distribution d'eau et de production d'électricité « MA-MWE » a enregistré une baisse de sa production d'électricité. L'année a été marquée encore par des délestages fréquents, liés en grande partie à la vétusté des équipements.

Production d'électricité et d'eau

Electricité	Nombre d'abonnés			Production (GWH)		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008
Grande-Comore	22.000	27.105	31.235	39,481	34,843	33,000
Anjouan*	9.873	11.164	NC	9,7	10,5	NC
Mohéli	2.019	2.130	NC	0,943	1,467	NC
Total	33.892	40.399	31.235	50,1	46,8	33,000
Eau	Nombre d'abonnés			Production (millions de M3)		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008
Grande-Comore**	8.403	8.993	NC	3,8	3,3	3,2

Source : MA-MWE

* :Source EDA (Electricité d'Anjouan)

** : La seule île possédant un réseau de distribution d'eau potable.

La rupture des approvisionnements réguliers en produits pétroliers s'est traduite par une forte pénurie, qui a impacté la production d'électricité.

Au niveau du secteur « Eau », la production, réalisée uniquement à la Grande-Comore, a diminué de 4%, en raison essentiellement de la vétusté des équipements. Des travaux sont en cours pour réhabiliter le réseau de la capitale, tandis qu'un nouveau puits a été mis en service.

La Pharmacie Nationale Autonome des Comores (PNAC) est un établissement public autonome à but non lucratif, produisant des médicaments génériques à bas prix, fabriqués sur la base de matières premières importées.

En 2008, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 639 millions FC contre 551 millions FC en 2007, soit une hausse de 16%. La production locale, qui représentait encore 20% des ventes, voit sa part diminuer régulièrement pour s'établir à 10% cette année. En effet, en 2008, les ventes des produits fabriqués localement n'ont rapporté que 62 millions contre 79 millions FC en 2007, après 112 millions FC en 2006. Cette baisse est liée au développement illégal d'un marché parallèle pour la commercialisation de produits pharmaceutiques.

Sur le plan organisationnel, l'établissement dispose d'un centre de production et de trois dépôts régionaux et emploie 87 agents. Afin de garantir ses ventes, l'établissement envisage de redéployer ses sept points de vente actuels à l'intérieur des Centres Hospitaliers Régionaux (CHR).



2.2 - Les travaux publics

Il a été créé au sein du Ministère de l'Aménagement du Territoire, des Infrastructures, de l'Urbanisme et de l'Habitat, une Direction Nationale de l'Équipement et l'Aménagement du Territoire (DNEAT).

La DNEAT a pour mission de concevoir, superviser et coordonner la mise en œuvre des programmes

d'investissement arrêtés par le Gouvernement, en apportant aux départements d'exécution l'appui technique nécessaire tant en matière de procédures de réglementation, passation de marchés, gestion des projets, contrôle et suivi dans toutes les phases du cycle des projets.

La DNEAT est constituée par :

- la Direction des Travaux Publics et du Bâtiment ;
- la Direction de la Réglementation, de la Sécurité et de la Circulation Routière ;
- la Direction de l'Aménagement, de l'Urbanisme et de l'Habitat ;
- le Laboratoire National des Travaux Publics et Bâtiments.



Avec un montant total de dépenses de 1,6 milliard FC, l'année 2008 a été marquée par les réflexions sur l'Etude de Politique Sectorielle des transports aux Comores axées sur le 10^{ème} FED, la poursuite de la modernisation du réseau routier urbain de la capitale Moroni, la réalisation de trois unités de production de briques en terre cuite, le lancement de divers travaux d'entretien routier et de sécurité et le lancement des études pour les projets routiers, portuaires et aéroportuaires à réaliser dans les prochaines années.

Section III - Les services

3.1 - Le tourisme

Le tourisme constitue un des secteurs porteurs pour le développement, mais demeure encore sous exploité, eu égard aux potentialités naturelles que présente le pays.

Les manifestations d'intérêts commencent à se concrétiser avec la réouverture de l'Hôtel Itsandra, entièrement rénové, venant ainsi augmenter légèrement l'offre de services touristiques, caractérisée par une capacité d'accueil très limitée, estimée à moins de 500 lits. Pour les établissements répondants à des normes d'accueil et de confort internationales, le taux d'occupation des chambres est inférieur à 40%, avec une clientèle essentiellement constituée des missions d'institutions politiques et financières venues dans le pays.



Les statistiques sur les flux des arrivées sur le territoire national, fournies par la Direction nationale du Tourisme, ne sont plus disponibles.

Toutefois, les résultats des enquêtes menées par la BCC pour l'élaboration de la Balance des Paiements laissent entrevoir une légère diminution des recettes des hôtels, et en conséquence, une baisse du nombre de visiteurs.

3.2 - Les Télécommunications

La Société Nationale des Télécommunications, « Comores Télécom », a de nouveau enregistré une croissance de ses principales activités.

Ainsi, le nombre d'abonnés est passé de 19 700 en octobre 2007 à 22 000 en octobre 2008 pour le fixe (y compris le CDMA) et de 59 940 à 89 500 pour le mobile. Le nombre d'abonnés Internet s'élève à 2 535.

En 2008, la société a réalisé :

- le changement du plan national de numérotation pour un passage de 6 à 7 chiffres ;
- l'élargissement de la bande passante de 11 Mo/s pour une connexion Internet plus performante ;
- la mise en place du NAFASSI Plus pour assurer une facilité de recharge du service HURI ;
- l'installation du nouveau centre administratif pour l'administration publique ;
- la construction de 8 centres techniques et commerciaux et un laboratoire ;
- la réception de 10 répéteurs solaires Gsm destinés à éliminer les zones d'ombres du réseau mobile ;
- l'élargissement de la couverture des publiphones au niveau national, plus de 250 publiphones pour le Gsm, le CDMA et le téléphone fixe.





...En chiffres...

Le déficit commercial s'est établi à 57,9 milliards FC en 2008 contre 44,8 milliards FC en 2007.

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est fortement dégradé, passant de 10% en 2007 à 4% en 2008.

Les exportations ont fortement chuté, s'établissant à 2,2 milliards FC contre près de 5 milliards FC en 2007.

Après le déficit observé en 2007, le compte financier a enregistré un excédent de 8,5 milliards FC.

Premier poste de ressources, les transferts courants ont enregistré une augmentation de 30% de leur solde créditeur, représentant 23,2% du PIB nominal contre 18,8% en 2007.

CHAPITRE III

LES ECHANGES EXTERIEURS

Section I - Le commerce extérieur

1.1 - Les Exportations

1.2 - Les Importations

1.3 - L'évolution géographique des échanges

Section II - La balance des paiements

2.1 - Le compte des transactions courantes

2.1.1 - Biens

2.1.2 - Services

2.1.3 - Revenus

2.1.4 - Transferts courants

2.2 - Le compte de capital et d'opérations financières

2.2.1 - Compte de Capital

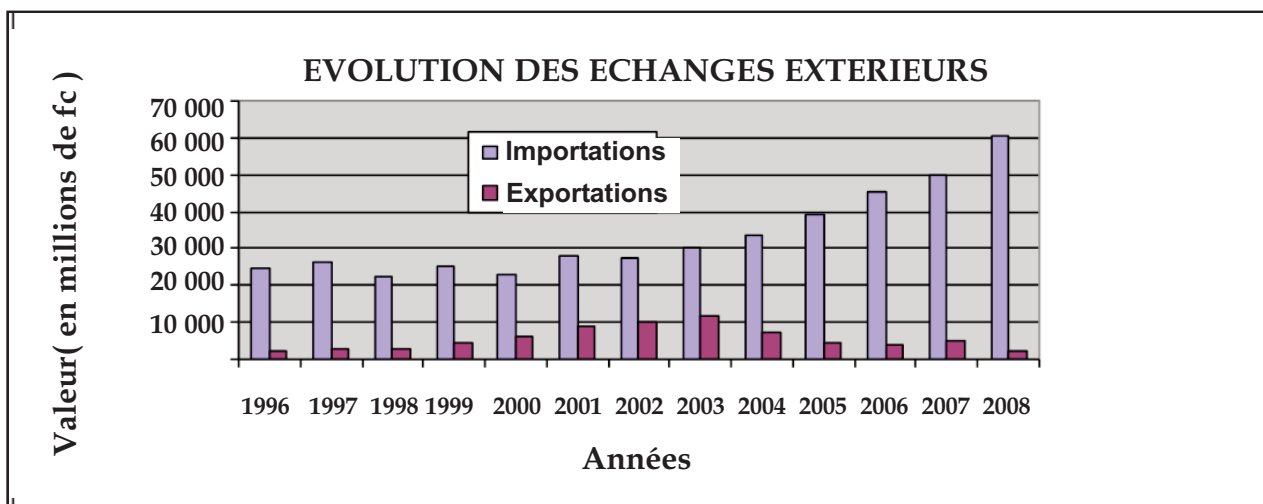
2.2.2 - Compte des opérations financières

Chapitre III

LES ECHANGES EXTERIEURS

Section I - Le commerce extérieur

Selon les données fournies par la direction des douanes et complétées par les enquêtes et estimations de la Banque Centrale, le déficit commercial s'est établi à 57,9 milliards FC en 2008 contre 44,8 milliards FC en 2007.



Le taux de couverture des importations par les exportations s'est fortement dégradé, passant 10% en 2007 à 4% en 2008, en liaison avec la baisse des exportations conjuguée à une augmentation des importations.

1.1 - Les Exportations

Les exportations ont fortement chuté, s'établissant à 2,2 milliards FC contre près de 5 milliards FC en 2007, soit une baisse de 55%. Ce recul des exportations s'explique à la fois par un problème d'offre interne et un problème de demande externe. Sur le plan intérieur, les graves incendies associés aux pénuries de produits pétroliers enregistrées au cours du 2nd semestre ont considérablement réduit l'offre (destruction des plantes, difficultés pour le transport des travailleurs saisonniers vers les lieux de cueillette, préparation et distillation perturbées par l'absence de produits pétroliers), tandis que sur le plan extérieur, la demande, émanant essentiellement des pays industrialisés qui ont été durement touchés par la crise financière, a diminué.

Les quantités exportées de vanille n'ont atteint que 35 tonnes contre 64 tonnes en 2007, ne rapportant que 0,7 milliard FC contre 1,2 milliard FC en 2007. Le girofle a subi fortement les effets de la crise financière et de la crise politique qu'a connue l'île d'Anjouan, enregistrant le niveau historique le plus bas avec 0,9 tonne exporté en 2008 contre 2,7 tonnes l'année précédente, ne rapportant respectivement que 0,6 milliard FC contre près de 2,9 milliards FC.

En revanche, l'ylang-ylang fait exception, en enregistrant un bond de 53% des quantités exportées, rapportant 0,8 milliard FC contre 0,7 milliard FC en 2007.

Evolution des exportations des Comores années 2006 à 2008							
Produits	Quantités (tonnes)			Valeurs (millions FC)			Var (val)
	2006	2007	2008*	2006	2007	2008*	08/07 en %
Vanille	60	64	35	1 009	1 222	653	- 47
Girofle	1 670	2 722	849	2 054	2 866	615	- 79
Ylang-ylang	40	31	48	913	711	815	+ 15
Autres essences	0,1	0,1	0,1	54	54	33	- 39
Autres produits	687	687	941	60	60	74	+ 23
Total	2 457	3 504	1 874	4 089	4 912	2 190	- 55

Source : Direction Générale des Douanes

*Chiffres provisoires, estimations BCC

1.2 - Les Importations

En dépit des pénuries observées sur certains produits (riz, produits pétroliers), la valeur totale des importations a augmenté de 21% par rapport à celle de 2007, en adéquation avec l'évolution des prix sur le plan international, caractérisée notamment par la hausse des cours du pétrole et des prix des produits alimentaires.

Evolution des importations des Comores années 2006 à 2008							
Produits	Quantités (tonnes)			Valeurs (millions FC)			Variat (%) (08/07)
	2006	2007	2008*	2006	2007	2008*	
Riz	32 137	38 281	21 840	4 037	5 871	5 756	- 2
Viande, poisson	4 995	5 116	5 808	3 044	3 359	3 799	+ 13
Farine	5 475	5 204	5 452	891	939	1 250	+ 33
Sucre	5 537	4 026	3 646	1 361	950	746	- 21
Produits laitiers	1 958	1 489	1 592	1 154	902	1 155	+ 28
Produits pharmac.	197	204	201	700	549	625	+ 14
Tissus confection	1 162	898	957	763	751	501	- 33
Produits pétroliers	55 132	35 837	36 460	9 888	10 649	12 505	+ 17
Ciment	66 823	41 508	63 529	3 129	2 432	3 264	+ 34
Véhicules	2 169	2 540	3 440	2 944	2 989	6 000	+ 101
Fer, fonte, acier	6 673	3 167	4 957	2 763	1 133	1 856	+ 64
Autres produits	20 697	26 679	68 112	14 575	19 191	22 865	+ 19
Total	202 955	164 949	215 993	45 249	49 716	60 323	+ 21

Source : Direction Générale des Douanes

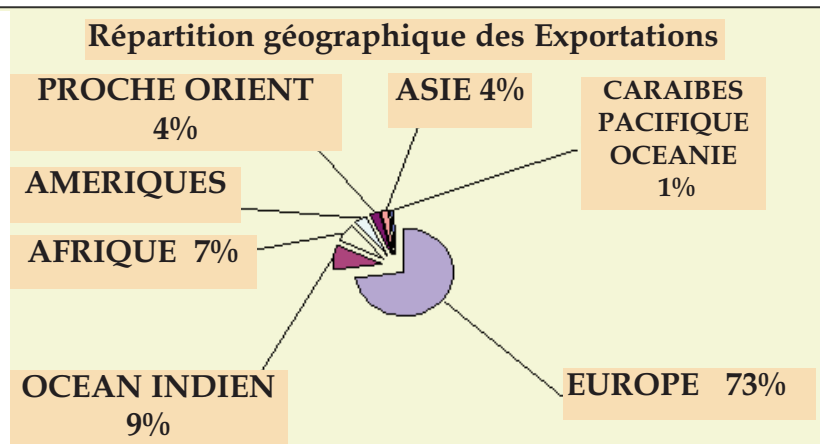
*Chiffres provisoires, estimations BCC

Le riz, qui représente 10% de la valeur des importations, a enregistré une baisse de 43% de son volume importé. En revanche, la valeur de ces importations n'a pas été affectée, enregistrant un recul de 2% seulement par rapport à la valeur de 2007, en liaison avec la hausse du cours du riz en 2008, et en dépit de la consolidation du franc comorien par rapport au dollar américain. Le montant des importations de riz s'est ainsi élevé à 5,8 milliards FC, représentant 10% du total des importations contre 12% en 2007, pour près de 22.000 tonnes contre plus de 38.000 tonnes respectivement.

Les importations de produits pétroliers ont augmenté en valeur et en quantité passant de 10,6 milliards FC en 2007 à 12,5 milliards FC en 2008, en dépit des graves pénuries observées au second semestre, qui ont fortement perturbé l'activité économique. Les quantités importées ont légèrement augmenté, notamment en raison de la livraison d'une grosse commande en fin d'année, à une période où les tensions sur les prix se sont un peu relâchées.

Sur une pente ascendante, les importations de véhicules, enregistrent cette année une forte hausse, atteignant le niveau historique le plus élevé, accompagnant l'amélioration des investissements directs étrangers dans le pays depuis 2007. Les quantités commandées de ciment se sont accrues sensiblement, entraînant dans leur sillage les importations des autres matériaux de construction. S'agissant des autres produits alimentaires (hors riz), ils enregistrent cette année encore une hausse de plus 13% par rapport à 2007 et leur part dans le total des importations a atteint 11%.

1.3 - L'évolution géographique des échanges

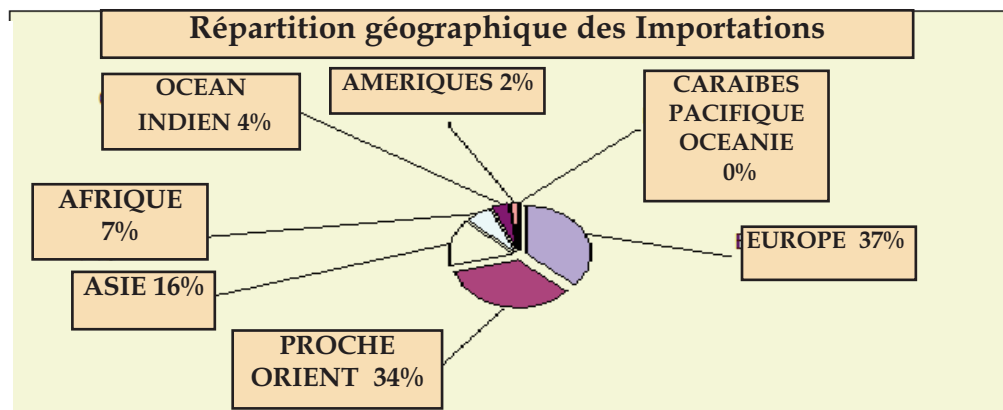


Malgré un contexte de crise économique mondiale, les Comores ont continué à développer des relations commerciales avec toutes les régions du monde, comme l'illustre les graphiques ci-après.

Les exportations comoriennes, en net recul, se sont orientées massivement vers l'Europe à hauteur de 72,5%, plus particulièrement vers la France (55,5%) et l'Allemagne (14,2%), très demandeurs notamment des essences d'ylang-ylang qui entrent dans la composition de nombreux parfums.

Les exportations à destination des Etats-Unis, principal acheteur de la vanille comorienne, représentent 3,7% des exportations, faible part expliquée par la baisse de la valeur de ce produit. Madagascar et la Tanzanie accueillent respectivement 7,7% et 4,2% de nos exportations, constituées essentiellement de ferrailles récupérées.

Au niveau des importations, les échanges restent dominés par deux grands blocs régionaux, l'Union Européenne (36,4%) et le Moyen-Orient (34,4%). Deux pays se démarquent à la tête de chaque bloc, la France et les Emirats Arabes Unis, respectivement avec 33,9% et 33,4% des parts de marché. L'Asie, avec à sa tête la Chine (5,4%), se place en troisième position (16,1%), tandis que l'Afrique ne représente que 6,6%, mettant en exergue les obstacles liés à l'intégration régionale, prônée par la Commission de l'Océan Indien et le COMESA.



Section II - La balance des paiements

La balance des paiements depuis l'exercice 2003 est élaborée selon la méthodologie du 5^{ème} manuel du FMI.

Les données estimées sur la balance des paiements affichent une détérioration du compte des transactions courantes, s'établissant à 12,3% du PIB nominal contre 7,0% en 2007. Cette évolution s'explique par les détériorations observées des postes « Biens », « Services » et « Revenus », malgré la forte consolidation du poste « Transferts courants ».

Le compte des capitaux s'est amélioré du fait de la consolidation des financements internationaux, permettant une stabilité des avoirs extérieurs.

2.1 - Le compte des transactions courantes

2.1.1 Biens

Les échanges de biens se subdivisent en cinq postes, les Marchandises générales, les Biens importés ou exportés pour transformation, les Réparations de biens, les Achats de biens dans les ports par les transporteurs et l'Or non monétaire.

Les échanges de marchandises, en données douanières Fob, dégagent un déficit de près de 56 milliards FC en 2008, soit une hausse de 40% par rapport à 2007.

Cette détérioration des échanges de marchandises s'explique à la fois par l'augmentation de plus de 28% de la valeur des importations et par la chute de celle des exportations de près de la moitié. La hausse des importations s'explique par les fortes tensions inflationnistes observées sur les marchés internationaux, tandis que la baisse des exportations traduit un impact de la crise financière, la demande extérieure s'étant tassée.

2.1.2 - Services

Les échanges de services regroupent les Transports, les Voyages, les services de communication, les Services de construction, les Services d'assurance, les Services financiers (autres qu'assurances), les Services informatiques et d'information, les Redevances et droits de licence, les Autres services aux entreprises, les Services personnels, culturels et récréatifs, et les Services fournis ou reçus par les administrations publiques.

Le déficit des échanges de services s'est fortement creusé pour s'établir à 4,8 milliards FC contre 3,4 milliards FC en 2007.

Le poste « Transports » enregistre une aggravation de son déficit de 21%, en rapport avec l'augmentation du fret qui découle de l'augmentation des importations.

Le poste « Voyages » a enregistré une amélioration de son solde positif de 31,3% par rapport à l'année dernière, en liaison avec l'augmentation des dépenses effectuées par la diaspora, appréhendées par les achats de devises par le système bancaire qui ont augmenté de plus de 36% par rapport à 2007.

Les « Services de communication » ont en revanche pour la 1^{ère} fois depuis 5 ans, enregistré une baisse, s'élevant à 4,9 milliards FC contre 5,3 milliards FC en 2007.

Les « Services fournis ou reçus par les administrations publiques » ont par contre enregistré une forte augmentation de près de 70% par rapport à 2007, les dépenses des organismes diplomatiques et internationaux installés aux Comores augmentant de 73% et celles de l'Etat comorien pour le fonctionnement de ses ambassades à l'étranger de 83%.

2.1.3 – Revenus

Les revenus se subdivisent en deux postes, les Rémunérations des salaires et les Revenus des investissements.

Le solde du poste « *Revenus des investissements* » qui a été créditeur l'année dernière, est passé débiteur en 2008, s'établissant à -1,2 milliard FC contre +0,6 milliard FC en 2007.

Cette évolution s'explique par le tassement des flux créditeurs, en baisse de 2,5%, en liaison avec la baisse des taux d'intérêts internationaux, tandis que les flux débiteurs se sont fortement accrus, suite notamment au service élevé de la dette extérieure et aux réinvestissements effectués par les entreprises d'investissement direct (526 millions FC en 2008 contre 9 millions FC en 2007).

2.1.4 - Transferts courants

Constituant le premier poste de ressources du compte des transactions courantes, les transferts courants enregistrent notamment l'apport en capitaux des comoriens non-résidents transitant par le système financier et ceux échangés directement auprès des guichets des banques et des établissements financiers.

Premier poste de ressources, les transferts courants ont enregistré une augmentation de 30% de leur solde créditeur, représentant 23,2% du Pib nominal contre 18,8% en 2007. Cette évolution résulte essentiellement de l'accroissement de plus de 36% des achats de devises par les établissements financiers, les transferts publics nets enregistrant un recul de 7,3%.

2.2 – Le compte de capital et d'opérations financières

2.2.1 - Compte de Capital

Le compte de capital se subdivise en Transferts de capital et en Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits.

Les décaissements effectués pour le financement des projets de développement par les organismes internationaux se sont établis à 10,9 milliards FC en 2008 après 10,7 milliards FC en 2007. Le compte de capital enregistre toutefois une baisse de 49%, l'année 2007 ayant enregistré l'impact de l'annulation des arriérés de la BAD que la cession du site touristique « Galawa » en janvier 2008 n'a pu compenser.

2.2.2 - Compte des opérations financières

Le compte financier regroupe les Investissements directs, les Investissements de portefeuille, les Produits financiers dérivés, les Autres investissements et les Avoirs de réserve.

Après le déficit observé en 2007, le compte financier a enregistré un excédent de 8,5 milliards FC. Cette évolution s'observe essentiellement au niveau des « Autres investissements », qui avait enregistré en 2007 les écritures relatives à l'annulation des arriérés de la BAD. En 2008, cette rubrique a enregistré un solde positif, résultant d'une diminution des avoirs et d'un accroissement des engagements. En revanche, les investissements directs, bien que largement supérieurs à la moyenne de 300 millions FC observée au cours de la période 2003-2006, n'ont pas atteint le niveau historique de 2007, en dépit des prévisions optimistes, en liaison surement avec les effets de la crise financière.

Les avoirs de réserve sont restés stables au cours de la période, les mouvements créditeurs, composés essentiellement des dons en faveur de l'Etat et des expéditions de devises, ayant été compensés par les mouvements débiteurs en règlement des importations notamment.

BALANCE DES PAIEMENTS DES COMORES (en millions FC)						
	2003	2004	2005	2006	2007	2008*
Compte des transactions courantes	-8 020	-8 201	-10 618	-8 831	-11 655	-21 416
Biens	-15 193	-22 729	-30 927	-34 288	-40 039	-55 978
Crédit	13 082	8 243	5 691	5 221	5 929	3 063
Débit	-28 275	-30 972	-36 618	-39 509	-45 968	-59 040
Services	-2 760	-2 059	-1 227	-3 181	-3 392	-4 800
Crédit	13 079	14 321	16 899	18 358	19 707	22 506
Débit	-15 839	-16 380	-18 126	-21 539	-23 099	-27 307
Revenus	-1 282	-1 520	-1 367	-663	598	-1 206
Crédit	1 780	1 115	966	1 321	1 911	1 863
Débit	-3 062	-2 635	-2 333	-1 984	-1 313	-3 069
Transferts courants	11 215	18 107	22 903	29 301	31 178	40 568
Crédit	15 592	24 655	31 185	37 692	39 956	49 280
Débit	-4 377	-6 548	-8 282	-8 391	-8 778	-8 712
Compte de capital et d'opérations financières	7 975	6 377	8 159	7 763	10 329	20 164
Compte de Capital	3 147	3 3836	5 868	7 240	23 044	11 702
Crédit	3 147	3 836	5 868	7 240	23 047	11 702
Débit	0	0	0	0	-3	0
Transferts de capital	3 147	3 836	5 868	7 240	22 883	10 864
Crédit	3 147	3 836	5 868	7 240	22 883	10 864
Débit	0	0	0	0	0	0
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	0	0	0	0	161	837
Crédit	0	0	0	0	164	837
Débit	0	0	0	0	-3	0
Compte des opérations financières	4 828	2 541	2 291	523	-12 715	8 462
Investissements directs	346	266	221	324	2 761	1 545
A l'étranger (par des résidents)	0	0	0	0	0	0
Dans l'économie déclarante (par des non-résidents)	346	266	221	324	2 761	1 545
Investissements de portefeuille	-5	-8	-10	-10	-10	-10
Avoirs	-5	-8	-10	-10	-10	-10
Engagements	0	0	0	0	0	0
Autres investissements	3 551	2 005	445	-714	-10 625	6 927
Avoirs	1 041	1 515	-996	-2 920	502	2 890
Engagements	2 510	490	1 441	2 206	-11 127	4 037
Avoirs de réserve	936	278	1 635	923	-4 842	0
Or monétaire	1	3	-33	-12	-22	-17
Droits de tirages spéciaux	15	0	0	-4	1	2
Position de réserve au FMI	29	0	-9	12	18	-9
Devises étrangères	890	180	1 682	921	-4 833	44
Autres créances	1	95	-5	6	-6	-19
Erreurs et omissions nettes	45	1 824	2 459	1 068	1 328	1 252

Source : Banque Centrale des Comores

* Chiffres provisoires

La balance des paiements, depuis 2003, est élaborée selon la méthodologie du 5^{ème} manuel du FMI. Des modifications importantes sont intervenues par rapport à la méthodologie qui était en vigueur.



Ministère des Finances et du Budget

...En chiffres...

Le déficit global hors dons s'est creusé, représentant plus de 13% du Pib contre 10% en 2007 et le déficit du solde budgétaire de base est passé de 4,7 milliards FC en 2007 à 6,1 milliards FC en 2008.

En revanche, le déficit du solde global affiche une amélioration, représentant -2,5% du PIB contre -3,2% en 2007.

Les chiffres définitifs fournis affichent une amélioration des recettes fiscales de 9,6% par rapport à l'année 2007, contrairement aux prévisions qui tablaient sur une baisse de 1,3%.

Les recettes fiscales se sont établies à 18,3 milliards FC contre 16,7 milliards FC en décembre 2007.

Prévues à plus de 30% d'augmentation en 2008, les recettes non fiscales n'ont augmenté que de 13,6%, pour s'établir à 5,1 milliards FC contre 4,5 milliards FC en 2007, en liaison avec la situation financière difficile enregistrée par les sociétés d'Etat.

Les dépenses totales et prêts nets ont augmenté de 22%, représentant 26% du PIB.

Les dépenses courantes ordonnancées ont atteint 29,8 milliards FC en 2008 contre 27,3 milliards FC en 2007.

CHAPITRE IV

LA SITUATION FINANCIERE ET MONETAIRE

Section I - Les Finances Publiques

- 1.1 - L'exécution du budget 2008
- 1.2 - Les opérations financières consolidées de l'Etat et des Administrations Publiques
- 1.3 - Les prévisions budgétaires pour l'année 2009

Section II - La situation monétaire

- 2.1 - La masse monétaire
- 2.2 - Les contreparties de la masse monétaire

Section III - Le système bancaire

- 3.1 - Structure du système bancaire
- 3.2 - La réglementation bancaire
- 3.3 - Evolution de l'activité du système bancaire

- 3.4 - Le respect de la réglementation
- 3.5 - La supervision bancaire
- 3.6 - Les conditions de banques

Chapitre IV

LA SITUATION FINANCIERE ET MONETAIRE

Section I - Les Finances Publiques

La loi de finances pour l'exercice budgétaire 2008 a arrêté les prévisions de recettes intérieures à 24,7 milliards FC, dont 22,6 milliards FC de recettes à partager entre les différentes entités de l'Union des Comores, conformément aux quotes-parts suivantes :

- **Union:** 37,5%
- **Ngazidja:** 27,4%
- **Anjouan:** 25,7%
- **Mohéli:** 9,4%

Cependant, en dépit des améliorations attendues, les autorités ont préparé pour adoption en septembre 2008 une loi de finances rectificative, révisant à la baisse les prévisions de recettes intérieures afin de tenir compte de la conjoncture économique défavorable, accentuée par la crise énergétique qu'a connu le pays au début du second semestre.

Par ailleurs, le 18 Décembre 2008, le Conseil d'Administration du FMI a approuvé l'octroi d'un programme post-conflit, pour la période octobre 2008-mars 2009, ainsi que le déblocage d'une facilité contre les chocs exogènes.

1.1 - L'exécution du budget 2008

L'exécution du budget 2008 a été fortement marquée par la crise institutionnelle frappant l'Ile d'Anjouan, dans un contexte de ralentissement de la croissance économique.

Ce contexte politico-économique s'est traduit au niveau des Finances publiques, par des tensions de trésorerie, notamment par des accumulations d'arriérés de paiement sur les salaires et la dette extérieure, tandis que les dépenses courantes ont augmenté. Le déficit global hors dons s'est creusé, représentant plus de 13% du PIB contre 10% en 2007 et le déficit du solde budgétaire de base est passé de 4,7 milliards FC en 2007 à 6,1 milliards FC en 2008. En revanche, le déficit du solde global affiche une amélioration, représentant -2,5% du PIB contre -3,2% en 2007.

Les chiffres définitifs fournis affichent une amélioration des recettes fiscales de 9,6% par rapport à l'année 2007, contrairement aux prévisions qui tablaient sur une baisse de 1,3%.

Les recettes fiscales se sont établies à 18,3 milliards FC contre 16,7 milliards FC en décembre 2007, en liaison avec la forte croissance des recettes douanières, qui ont quasiment doublé sur la période suite à l'implantation généralisée du système informatique SYDONIA++ dans les administrations douanières.

Prévues à plus de 30% d'augmentation en 2008, les recettes non fiscales n'ont augmenté que de 13,6%, pour s'établir à 5,1 milliards FC contre 4,5 milliards FC en 2007, en liaison avec la situation financière difficile enregistrée par les sociétés d'Etat.

Les dépenses totales et prêts nets ont augmenté de 22%, représentant 26% du PIB. Cette évolution est liée à la fois à l'augmentation des dépenses courantes, en dépit d'une forte baisse de l'assistance technique et du financement extérieur des projets de développement et à l'augmentation des dépenses en capital, consacrées essentiellement à la réhabilitation des routes dans la capitale (+55%).

Recettes budgétaires de l'Etat		(en millions FC)		
	2006	2007	2008*	
Recettes fiscales	17.260	16.678	18.288	
Dont : Impôts sur les revenus et les bénéfices	3.804	4.555	4.159	
TC et assimilées	980	2.592	2.631	
Commerce international	8.533	5.984	9.169	
Recettes non-fiscales	4.296	4.482	5.091	
Total des recettes	21.556	21.160	23.379	
Sources : Ministère des Finances, FMI				
* Chiffres provisoires				

Les dépenses courantes ordonnancées ont atteint 29,8 milliards FC en 2008 contre 27,3 milliards FC en 2007, représentant respectivement 17% du PIB contre 16,4%. La masse salariale, première charge de l'Etat, a atteint 15,7 milliards FC en 2008 contre 15,4 milliards FC en 2007, représentant 86% des recettes fiscales après 92% en 2007, contre une norme communautaire fixée à 35% maximum. Les dépenses en « biens et services » ont enregistré une hausse de 59%, tandis que les « transferts » ont diminué de 21%. Les paiements au titre de la dette se sont élevés à 1,2 milliard FC.

La situation de la dette publique s'est par contre améliorée du fait de l'apurement des arriérés de la BAD, dont les Comores ont bénéficié suite à la conférence des bailleurs de fonds organisée à Paris en décembre 2007.

La conclusion en décembre 2008 d'un programme Post-conflit avec le FMI s'est traduite par des décaissements de 1,8 milliard FC (soit 5,5 millions USD), contribuant à la réduction des arriérés intérieurs, tout en consolidant la position extérieure de la Banque Centrale. A fin 2008, l'encours de la dette publique représenterait 68,5% du PIB contre 65,7% en 2007.

1.2 - Les opérations financières consolidées de l'Etat et des Administrations Publiques

Dépenses budgétaires courantes de l'Etat		(en millions FC)	
	2006	2007	2008*
Traitements et salaires	13.205	15.392	15.690
Biens et services	5.568	5.122	8.122
Transferts	3.392	3.382	2.678
Intérêts de la dette	1.144	778	1.217
Autres dépenses courantes	2.457	2.624	2.092
Total des dépenses	25.766	27.298	29.799
Sources : Ministère des Finances, FMI			
* Chiffres provisoires			

L'ensemble des opérations financières de l'Etat (Administration Centrale) et des Institutions Publiques (Gouvernorats, Fonds Routier, Caisse de Retraite) sont représentées dans le tableau ci-après. Ces opérations budgétisées ou non, incluent celles concernant la dette extérieure ainsi que celles des assistances techniques, financières et matérielles reçues sous forme de dons ou de prêts.

Tableau des opérations financières consolidées de l'Etat et des Administrations publiques (en millions FC)			
Rubriques	2006	2007	2008*
Recettes totales (dons inclus)	29.533	32.578	41.965
Recettes intérieures	21.555	21.160	23.379
Recettes fiscales	17.259	16.678	18.288
Recettes non fiscales	4.296	4.482	5.091
Recettes exceptionnelles	-	-	-
Dons extérieurs	7.978	11.418	18.586
Aides (budgétaire et non budgétaire)	738	2.125	2.857
Financement de projet (y compris assist. tech., autres dons)	7.240	9.293	15.729
Dépenses totales et prêts nets	33.599	37.961	46.283
Dépenses courantes	25.766	27.298	29.799
<i>Dépenses courantes primaires</i>	<i>22.165</i>	<i>23.896</i>	<i>26.490</i>
Personnel	13.205	15.392	15.690
Biens et services	5.568	5.122	8.122
Transferts	3.392	3.382	2.678
<i>Intérêts sur la dette (intér.et extér.)</i>	<i>1.144</i>	<i>778</i>	<i>1.217</i>
(Dont extérieure)	(926)	(610)	(976)
<i>Autres dépenses (y.c assist.tech. hors projet)</i>	<i>2.457</i>	<i>2.624</i>	<i>2.092</i>
Dépenses exceptionnelles	-	-	-
Dépenses en capital	7.832	10.663	16.484
Financées / ressources intér. (budgétaires)	1.250	1.226	1.759
Financées/ressources ext.(dons, emprunts)	6.182	8.059	14.725
Financées/ fonds de contrepartie	401	1.378	-
Prêts nets	-	-	-
Solde primaire (hors dons)	-1.860	-3.962	-4.870
Solde global base engagement (dons inclus)	-4.065	-5.383	-4.318
Dons exclus	-12.043	-16.801	-22.904
Arriérés	1.436	4.592	3.177
Intérêt sur dette extérieure	413	118	511
Sur dette intérieure	1.023	4.474	2.666
Repaiement d'arriérés	-	-	-
Solde Global (base caisse)	-2.629	-791	-1.141
Dons exclus	-10.607	-12.209	-19.727
Financement	2.691	499	1.635
Extérieur (net)	445	-226	130
Tirages sur prêts	1.399	1.391	1.088
Amortissement de la dette	-2.024	-2.055	-2.248
Financement exceptionnel	-	-	-
Variation des arriérés (en principal)	1.070	438	1.290
Intérieur (bancaire et non bancaire)	2.247	725	1.506
Ecarts de financement	-63	292	-494
Sources : Ministère des Finances, BCC, FMI			
* : Chiffres provisoires			

Le solde primaire a enregistré un déficit de 4,8 milliards FC contre 3,9 milliard FC en 2007. Cette détérioration est expliquée par la hausse des dépenses en biens et services (+58,6%) pendant que les recettes intérieures augmentaient de 10,5% au cours de la période.

Comme en 2007, les dons extérieurs (+62,8%) ont fortement contribué à la maîtrise du déficit du solde global base caisse, qui s'est établi à 1,1 milliard FC, représentant 0,6% du PIB contre un déficit de 0,5% en 2007. Le financement de ce déficit est essentiellement caractérisé d'une part, par une accumulation d'arriérés sur la dette extérieure, qui passent de 438 millions FC en 2007 à 1,3 milliard FC en 2008 et, d'autre part, par une augmentation du financement intérieur, qui s'est élevé à 1,5 milliard FC contre 725 millions FC en 2007.

1.3 - Les prévisions budgétaires pour l'année 2009

Les prévisions du budget rectificatif de l'Etat pour l'année 2009 affichent 38,9 milliards FC de recettes et 42 milliards FC de dépenses, dégageant un déficit budgétaire courant de 3,1 milliards FC. La dette publique est projetée à 4,4 milliards FC.

Les principaux postes budgétaires sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

BUDGET GENERAL (en millions FC)	
2009	
Recettes fiscales	22 000
Recettes non-fiscales	3 975
Recettes exceptionnelles	
Recettes externes	12 927
Total des recettes	38 902
Dépenses courantes	30 605
Rémunération du personnel	16 378
Biens et services	7 756
Transferts	3 389
Intérêts de la dette	1 105
Dépenses courantes sur financement extérieur	1 967
Dépenses en capital	11 423
Sur financement propre	1 422
Sur financement extérieur	9 465
Financées sur fonds de contrepartie	536
Total des dépenses	42 018
Solde Primaire	-2 970
<i>Sources : Loi de finances 2009</i>	

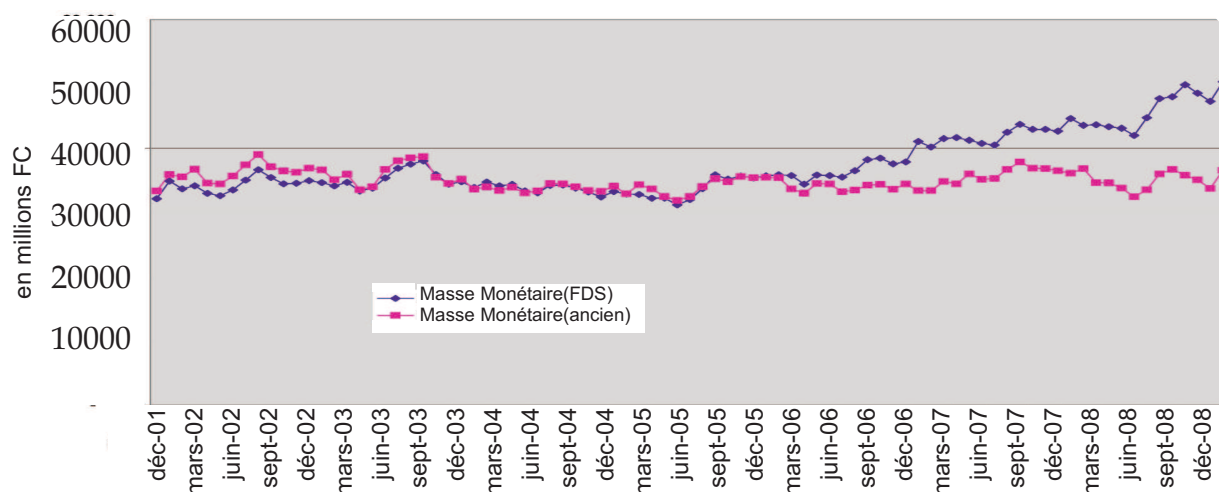
Section II - La situation monétaire

La nouvelle méthodologie décrite dans le Manuel de statistiques monétaires et financières (MSMF) du FMI est mise en œuvre dès cette année.

Le nouvel agrégat de monnaie au sens large (MMSL) est calculé à partir de décembre 2001, et diffère de celui calculé jusqu'à présent. Cette différence est expliquée par :

l'élargissement de la couverture institutionnelle, à l'ensemble des Banques et Etablissements Financiers (BEF), à savoir la BCC, la BIC, les IFD (Union des Meck et Union Régionale des Sanduk d'Anjouan), l'Exim-Bank et la SNPSF, alors que les anciens indicateurs ne couvraient que la BCC, la BIC et l'Exim-Bank ;
les retraitements comptables et statistiques, propres à la nouvelle méthodologie.

Le graphe ci-dessous illustre la différence entre les deux agrégats :



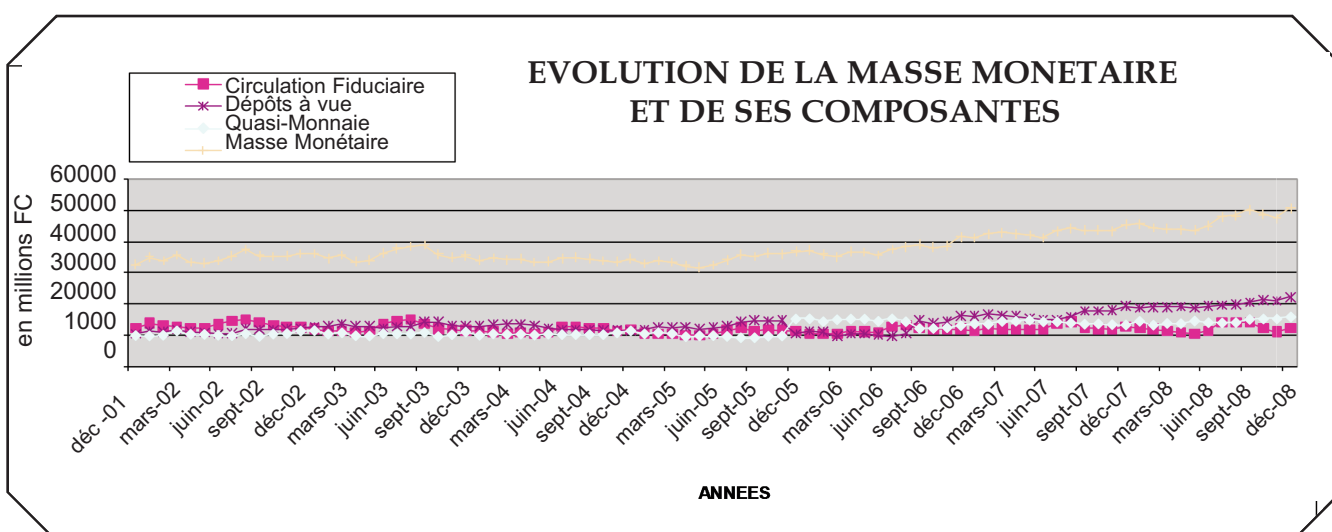
On observe :

- une corrélation parfaite jusqu'en décembre 2005, la différence s'expliquant essentiellement par la comptabilisation des dépôts des fonds de contrepartie et des fonds publics affectés dans les dépôts de l'Etat, donc exclus de la MMSL alors qu'auparavant, ces dépôts étaient inclus dans la masse monétaire.
- un effet de ciseau à partir de décembre 2005, la MMSL dépassant la MM, en liaison avec l'élargissement progressif de la population déclarante (MECK, SANDUK, EXIM BANK).

Dans le domaine monétaire, la masse monétaire a enregistré une hausse de 11,5%, s'établissant à 50,8 milliards FC contre 45,5 milliards FC en décembre 2007. Cette augmentation s'observe à la fois au niveau de l'agrégat « monnaie » (+8,2%) et au niveau de l'agrégat « quasi-monnaie » (+19,6%). Cette évolution résulte essentiellement de l'augmentation de 40,4% du Crédit Intérieur Net, les Avoirs Extérieurs Nets enregistrant une baisse de 6,8%. La rubrique « Autres Postes Nets » est restée stable, enregistrant une légère baisse de 2,1%.

En revanche, le taux de couverture de la masse monétaire par les avoirs extérieurs nets s'est dégradé, passant de 94,8% en décembre 2007 à 79,2% en décembre 2008. Les réserves de changes couvrent 5,6 mois d'importations de biens et services contre 7,5 mois en 2007.

2.1 - La masse monétaire



Par rapport à décembre 2007, la **masse monétaire** a enregistré une hausse de 11,5%. Cette évolution s'observe aussi bien au niveau de la monnaie que de la quasi-monnaie.

L'agrégat « **Monnaie** » s'est consolidé de 8,2%, s'établissant à 34,8 milliards FC en décembre 2008 contre 32,1 milliards FC en décembre 2007. Cette évolution s'explique essentiellement par l'augmentation de plus de 15% des Dépôts à vue, la circulation fiduciaire enregistrant un recul de 3,1%. Au total, le poids de la circulation fiduciaire dans le total de la masse monétaire s'est établi à 24,3% en décembre 2008 après 27,9% en décembre 2007, et celui des dépôts à vue s'est établi respectivement à 44,2% contre 42,6%.

L'agrégat « **Quasi-monnaie** » s'est également consolidé au cours de la période, avec une hausse de 19,6% entre décembre 2007 et décembre 2008, portant le niveau de l'épargne à 16 milliards FC en décembre 2008 contre 13,4 milliards FC en décembre 2007. Au total, la part de la quasi-monnaie dans la masse monétaire s'est confortée, s'établissant à 31,5% en décembre 2008 après 29,4% en décembre 2007.

Evolution de la masse monétaire

Masse monétaire (en millions FC)	Déc.2006	Déc.2007	Jun 2008	Déc. 2008	Variation 08-07 en %
Monnaie	28 384	32 141	30 885	34 769	+ 8,2
<i>Circulation fiduciaire</i>	12 045	12 723	11 443	12 335	- 3,1
<i>Dépôts à vue</i>	16 339	19 418	19 441	22 435	+ 15,5
<i>Banque centrale</i>	1 062	1 969	1 116	1 281	- 34,9
<i>Trésor</i>					-
<i>Banque commerciale</i>	15 277	17 450	18 325	21 154	+ 21,2
Quasi-monnaie	13 184	13 400	14 159	16 024	+ 19,6
<i>Compte sur livret et à terme</i>	13 184	13 400	14 159	16 024	+ 19,6
<i>Compte d'épargne logement</i>					
<i>Autres</i>					
Total de la masse monétaire	41 568	45 541	45 044	50 793	+ 11,5

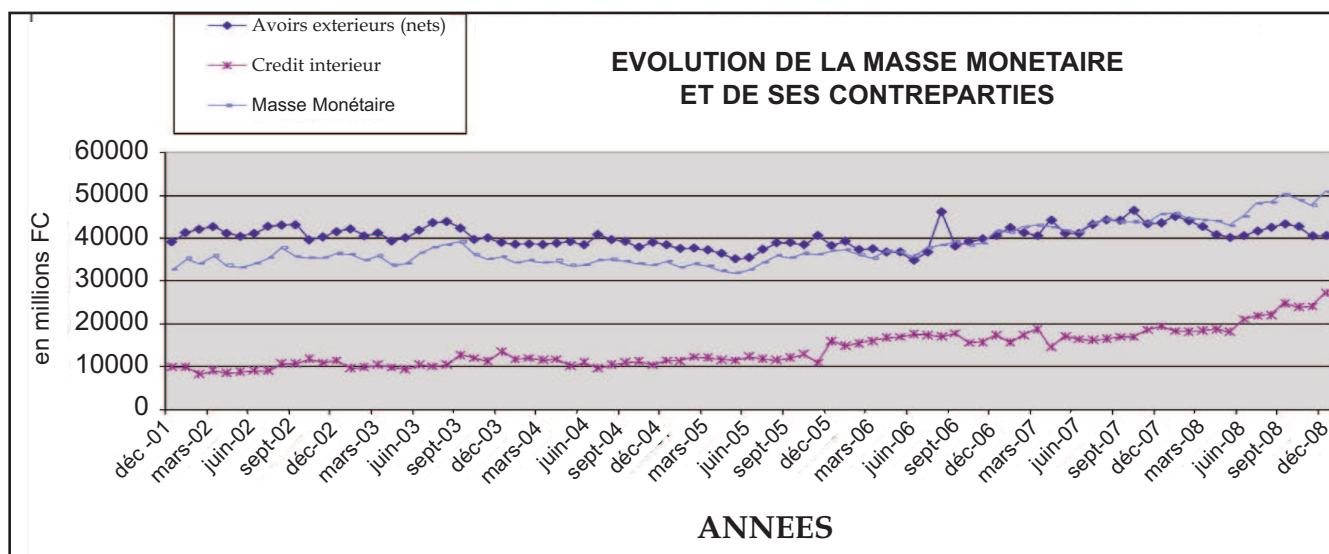
Source : Banque Centrale des Comores, DESB

2.2 - Les contreparties de la masse monétaire

Par rapport à décembre 2007, les **avoirs extérieurs nets** ont diminué de 6,8%, s'établissant à 40,2 milliards FC contre 43,2 milliards FC. Cette évolution résulte d'une baisse marquée au niveau de la position extérieure des Autres Institutions de Dépôts (-29,8%), tandis que la position extérieure de la Banque Centrale diminuait de 4,6%.

En effet, les avoirs extérieurs bruts des Autres Institutions de Dépôts, en liaison essentiellement avec la contraction des dépôts auprès de correspondants étrangers (22%), se sont établis à 3,6 milliards FC en décembre 2008 contre 5,1 milliards FC en décembre 2007, soit une baisse de 28,7%, tandis que leurs engagements extérieurs diminuaient de 25%, s'établissant à 890 millions FC contre 1,2 milliard FC en décembre 2007.

Au niveau de la Banque Centrale, les avoirs extérieurs bruts sont restés stables au cours de la période, la hausse des achats de billets en euros et la consolidation des concours financiers extérieurs à l'Etat ayant compensé l'augmentation des flux débiteurs. La diminution de la position extérieure nette résulte de l'accroissement des engagements extérieurs, qui sont passés de 205 millions FC à près de 2 milliards FC, en liaison avec les opérations comptables relatives aux opérations avec le FMI (le programme post-conflit et la facilité contre les chocs exogènes).



Cette évolution de la position extérieure nette s'est traduite par un repli du taux de couverture extérieure de la monnaie qui est revenu à 79,2% en décembre 2008 contre 94,8% en décembre 2007.

Le **crédit intérieur net** a fortement augmenté, passant de 19,4 milliards FC en décembre 2007 à 27,2 milliards FC en décembre 2008, soit une hausse de 40,4%.

Cette hausse est consécutive à l'augmentation de 70% des créances nettes à l'Etat, dont l'encours est passé de 6,8 milliards FC à 9,2 milliards FC entre décembre 2007 et décembre 2008, en liaison d'une part, avec les décaissements du FMI dans le cadre du programme post-conflit et de la facilité contre les chocs exogènes, et d'autre part, avec la poursuite du financement des salaires des fonctionnaires par la SNPSF.

Les crédits à l'économie se sont parallèlement améliorés, passant de 16,5 milliards FC à 22,3 milliards FC au cours de la période, en liaison avec le dynamisme retrouvé du secteur bancaire (nouvelle banque commerciale, fin du litige judiciaire de la BIC).

Evolution des contreparties de la masse monétaire					
Contreparties (en millions FC)	Déc.2006	Déc.2007	Juin 2008	Déc. 2008	Variation 08-07 en %
Avoirs extérieurs (nets)	40 165	43 154	40 176	40 203	- 6,8
Banque centrale	34 511	39 279	35 275	37 481	- 4,6
Banque commerciale	5 654	3 875	4 901	2 722	- 29,8
Crédit intérieur	17 367	19 410	20 982	27 249	+ 40,4
Créances sur l'Etat (Adm. Cent)	2 871	2 935	2 565	4 993	+ 70,1
Créances brutes	6 382	6 753	6 957	9 223	+ 36,6
Dépôts de l'Etat (-)	3 511	3 818	4 392	4 230	+ 10,8
Crédit à l'économie	14 496	16 475	18 417	22 257	+ 35,1
Secteur public	1 009	1 090	2 149	2 794	+ 156,4
Secteur privé	13 487	15 385	16 268	19 463	+ 26,5
Autres postes nets	- 15 965	- 17 023	- 16 114	- 16 659	- 2,1
Total des contreparties	41 568	45 541	45 044	50 793	+ 11,5
<i>Source : Banque Centrale des Comores</i>					

Section III - Le système bancaire

3.1 - Structure du système bancaire

Dans le cadre de la politique économique définie par le gouvernement ,la Banque Centrale des Comores a pour mission générale de formuler la politique monétaire et du credit, d'exercer la surveillance et le contrôle des établissements bancaires et financiers et de veiller à l'application de la réglementation des changes.

Au 31 décembre 2008, conformément à l'instruction n°004/2004/COB relative à la répartition en catégories des banques et établissements financiers, le système bancaire et financier comorien était composé de :

- Trois banques :



- la Banque de Développement des Comores (BDC)
- la Banque pour l'Industrie et le Commerce (BIC-Comores)
- l'Exim Bank - Comores

- Deux Institutions Financières Décentralisées (IFD) :
 - l'Union des Meck (12 Meck affiliées)
 - l'Union régionale des Sanduk d'Anjouan (32 caisses affiliées)



- Un intermédiaire financier (IF):
 - la Société Comores Express (transfert d'argent)

Il convient d'ajouter également les services financiers de la SNPSF à savoir:

- CNE (caisse nationale d'épargne)
- CCP
- WESTERN UNION (transfert d'argent)
- OPERATION DE CHANGE

L'ensemble de ces établissements financiers sont soumis à un contrôle permanent, notamment par l'obligation de déclaration des états financiers, à un rythme mensuel pour les banques et trimestriel pour les IFD et les IF, en application de l'Instruction n°009/2004/COB relative aux déclarations comptables périodiques des banques, des IFD et des IF.

Les Unions régionales des Sanduk de Mohéli et de Grande-Comore n'ont toujours pas obtenu l'agrément de la Banque Centrale.

3.2 - La réglementation bancaire

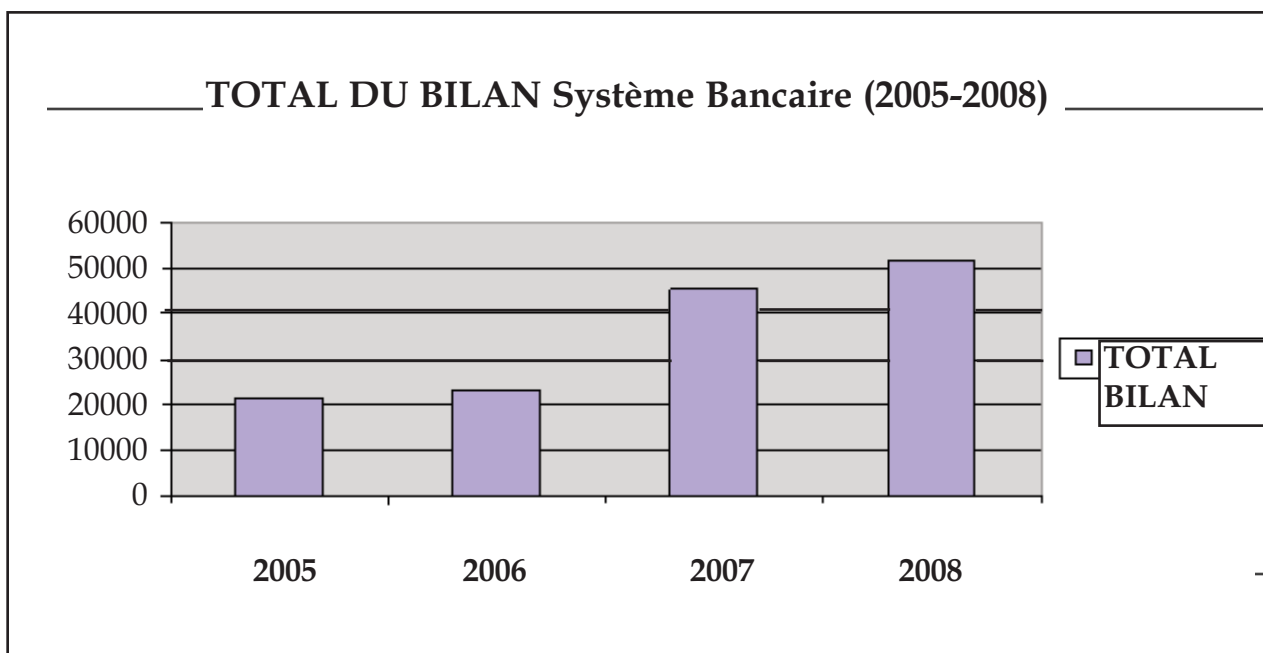
Au cours de l'année 2008, la Banque Centrale des Comores a émis les circulaires ci-après :

- Lettre-circulaire n°001/2008/COB du 26 mai 2008 relative à la désignation d'Exim banque-Comores en qualité d'intermédiaire agréé pour les opérations financières entre l'Union des Comores et l'étranger,
- Lettre-circulaire n°003/2008/COB du 12 aout 2008 relative aux opérations de transfert d'argent entre l'Union des Comores et l'étranger, réalisées par Exim banque-Comores,
- Circulaire n°005/2008/COB du 24 décembre 2008 autorisant le réseau Meck à réaliser des opérations d'achat d'euros.



3.3 - Evolution de l'activité du système bancaire

Au 31 décembre 2008, le total consolidé des bilans des banques et établissements financiers a augmenté de 14% pour s'établir à 51,8 milliards FC contre 45,5 milliards FC en décembre 2007, suite à l'élargissement du secteur bancaire marqué par la première année d'activité d'Exim Bank - Comores.



Les ressources

L'année 2008 est marquée par la hausse de 20% des dépôts, qui passent de 32 milliards FC au 31 décembre 2007 à 38,4 milliards FC au 31 décembre 2008, l'épargne des particuliers représentant 74% et celle des entreprises privées 16% du total. En termes d'échéance, 60% de l'épargne mobilisée par le système bancaire est constituée de dépôts à vue.

En termes de part de marché, les banques (BDC, BIC et Exim Bank) contrôlent 41% de l'épargne du public, les IFD (Union des Meck et Union Régionale des Sanduk d'Anjouan) et les autres établissements financiers (SNPSF) totalisant respectivement 37% et 22% des dépôts.

Les emplois

La hausse de l'épargne du système bancaire a entraîné une légère augmentation de la liquidité, passant de 24,1 milliards FC en décembre 2007 à 24,6 en décembre 2008, (+1,8%) et une augmentation significative du crédit total.

Au 31 décembre 2008, les banques représentent 47% de la trésorerie du système bancaire tandis que les Institutions financières décentralisées (IFD) en contrôlent 37%.

Le crédit brut du système bancaire a progressé de 36,2% pour s'établir à 24,5 milliards FC en décembre 2008, représentant un taux de transformation de 62,5%. Les crédits sont essentiellement accordés sous forme de crédits à court terme pour un total de 11,8 milliards FC, soit 47,8% du crédit brut.

Les particuliers et les entreprises privées sont les principaux bénéficiaires de ces lignes de crédit avec respectivement 34% et 27% du financement bancaire.

S'agissant de la qualité du portefeuille, les créances en souffrance ont représenté 20,2% de l'encours de crédit, en légère diminution par rapport à décembre 2007, provisionnées à hauteur de 61,3%.

Au 31 décembre 2008, la répartition des parts de marché en matière de collecte d'épargne et de distribution de crédit se présente comme suit :

Evolution des parts de marché dans le système bancaire (en%)*			
Masse monétaire (en millions FC)	Déc.2006	Déc.2007	Déc. 2008
Collecte de l'épargne			
BDC	-	-	-
BIC	56	46	37
Exim Bank	-	-	4
MECK	27	30	27
Sanduk Anjouan	9	10	10
SNPSF	9	14	21
Crédits à l'économie			
BDC	8	5	4
BIC	57	52	41
Exim Bank	-	-	4
MECK	15	17	18
Sanduk Anjouan	8	9	9
SNPSF	12	16	24
Source : Banque Centrale des Comores, DESB.			
* Encours de fin de période, chiffres provisoires.			

Ces évolutions sont à relativiser, car ils reflètent plus l'élargissement du paysage bancaire, une certaine stabilité étant observée en termes d'encours de crédit et de dépôts.

3.4 – Le respect de la réglementation

Au cours de l'année 2008, globalement, l'ensemble des banques et établissements financiers a respecté la réglementation prudentielle édictée par la Banque Centrale des Comores, à part un seul établissement qui présentait des difficultés répétitives à respecter le niveau des réserves obligatoires, dont le taux est fixé à 25%, poussant à deux reprises, la Banque Centrale à agir pour amener cet établissement à prendre les mesures nécessaires en vue de se conformer à la réglementation.

3.5 – La supervision bancaire

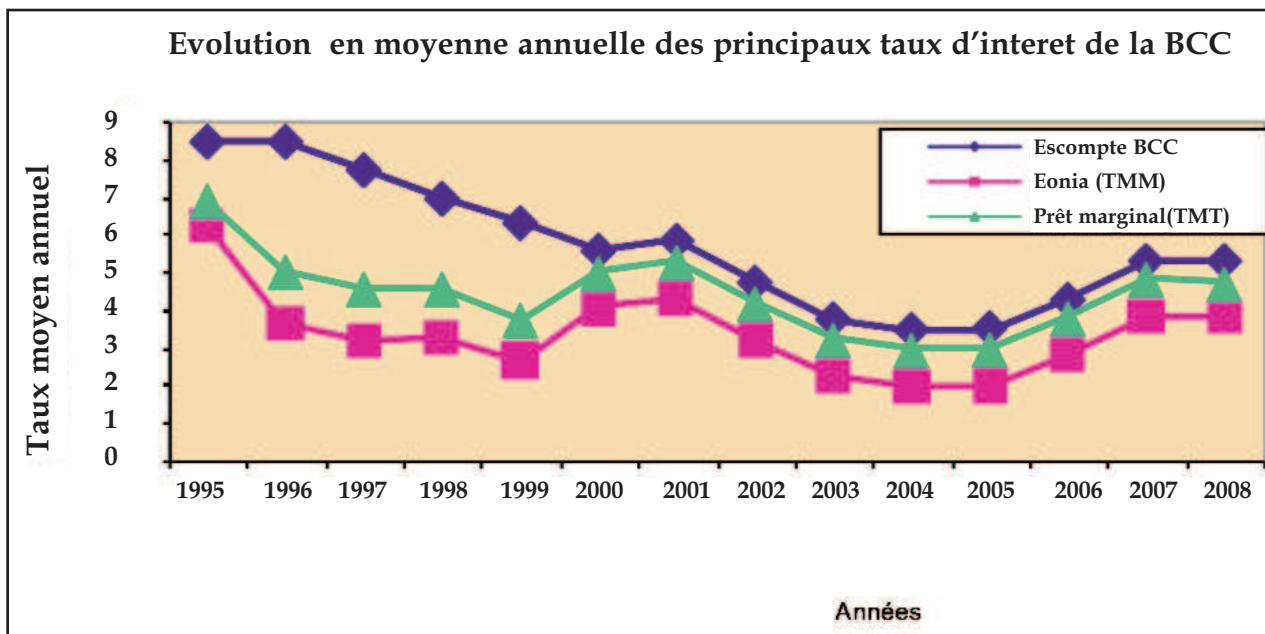
La BCC, en plus du contrôle permanent qu'elle exerce à travers les états financiers fournis régulièrement par les établissements bancaires et financiers, a effectué en juin 2008 un contrôle sur place des activités d'un intermédiaire agréé.

Elle a également organisé, en septembre et octobre 2008, des séances de formation auprès des banques et établissements financiers en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, tout en demandant à chaque établissement de mettre en place un dispositif de contrôle dans ce domaine.

La BCC a aussi travaillé sur des projets de convention sur le domaine de la supervision bancaire en vue de développer une coopération avec d'autres organes de contrôle bancaire étrangers pour favoriser les échanges d'expériences.

3.6 - Les conditions de banques

L'une des conséquences de la crise financière est la baisse des taux d'intérêt. Ainsi, après la hausse observée depuis 2005 de l'EONIA, principal taux interbancaire de la zone euro sur lequel les taux de la BCC sont indexés, la tendance s'est inversée à partir du quatrième trimestre 2008 avec un taux moyen de 2,5% en décembre 2008, soit le taux le plus bas jamais enregistré depuis mai 2006.



Au cours de l'année sous revue, les autres taux de la BCC sont restés inchangés. Ainsi, les taux de rémunération des réserves obligatoires et des réserves libres sont fixés à « EONIA - $\frac{1}{4}$ » et « EONIA - $\frac{1}{8}$ » respectivement, tandis que le taux de rémunération des dépôts d'épargne est resté à 2,5%, de même que la fourchette des taux d'intérêt débiteurs à [7%-14%].



...En chiffres...

Le total du bilan au 31 décembre 2008 s'élevait à 55,5 milliards FC contre 52,4 milliards de FC en 2007, soit une hausse de 6 % en un an.

Un résultat bénéficiaire de 242 millions FC a été enregistré pour l'exercice 2008 contre 530 millions FC en 2007 et 183 millions FC en 2006.

Les charges en 2008 représentent 1,9 milliard FC contre 1,6 milliard FC en 2007, soit une hausse de 18,7 %.

Les charges financières sont passées de 531 millions FC en 2007 à 590 millions en 2008

Les charges de personnel ont augmenté de 27 % en 2008, atteignant 297 millions FC contre 234 millions FC en 2007. Elles représentent 15 % des charges totales alors qu'elles n'étaient que de 11 % en 2007.

Les frais généraux qui représentaient 21 % des charges totales ont modérément évolué en passant de 370 millions FC à 395 millions FC. Par contre, les dotations aux amortissements et aux provisions ont fléchies de 235 millions FC à 222 millions FC de 2007 à 2008.

CHAPITRE V

L'ADMINISTRATION, L'ACTIVITE ET LES COMPTES DE LA BANQUE CENTRALE

Section I - L'organisation

1.1 - L'Administration

1.2 - Les effectifs

Section II - Les activités de la Banque

2.1 - Les billets et pièces en circulation

2.2 - La chambre de compensation

2.3 - Les autres activités de la Banque

Section III - Les comptes de la Banque

3.1 - Le bilan

3.2 - Le compte de résultat

Section IV : L'avis des Commissaires aux comptes

Chapitre V

L'ADMINISTRATION, L'ACTIVITE ET LES COMPTES DE LA BANQUE CENTRALE

Section I - L'organisation

1.1 - L'Administration

Au 31 décembre 2008 le Conseil d'Administration était composé de :

MM. : Salim AHMED ABDALLAH, Président

Madi AHAMADA

Yahaya AHMED HOUMADI

Ali NASSOR

Philippe BONZOM

Stéphane CIENIEWSKI

Régis KOETSCHET

Michel JACQUIER

Le collège des Censeurs était composé de :

MM. Houssen Hassan IBRAHIM

Bruno CABRILLAC

Le Gouvernement de la Banque était composé de :

MM. Ahamadi ABDOULBASTOI, Gouverneur

Mzé Abdou MOHAMED CHANFIOU, Vice-Gouverneur.

Un Comité d'Audit a été institué après le Conseil d'Administration du 7 juin 2007, conformément aux recommandations faites durant la mission d'évaluation du FMI au mois d'avril 2007. Le Comité d'Audit était composé au 31 décembre 2008, des membres du collège des censeurs Messieurs Houssen Hassan IBRAHIM et Bruno CABRILLAC ainsi que de Monsieur Patrick HUGUES, expert auditeur de la Banque de France et Ali NASSOR, administrateur assurant la présidence du Comité. Le Comité d'Audit a réalisé sa première réunion en juillet 2008.

Le Conseil d'Administration s'est réuni deux fois en séances ordinaires, le 10 juin 2008 à Paris et le 11 décembre 2008 à Moroni.

1.2 - Les effectifs

Au 31 décembre 2008, en dehors du Gouvernement la Banque, les effectifs s'élevaient à 48 agents dont 3 ont été titularisés au cours du premier trimestre 2009, soit une augmentation d'une personne par rapport à 2007, où on dénombrait 47 agents.

L'effectif est réparti de la manière suivante : quatre cadres supérieurs, treize cadres moyens, vingt-trois agents de service et huit employés.

En application de la législation en vigueur, trois agents (un cadre supérieur, un employé et un agent de service) ont atteint l'âge limite de départ à la retraite au 31 décembre 2008.

Section II - Les activités de la Banque

2.1 - Les billets et pièces en circulation

L'accroissement de la circulation fiduciaire à fin 2008 a été modéré, s'élevant à 14 milliards FC contre 13,7 milliards FC un an auparavant, soit une augmentation de 2%, après celle de 6% à fin 2007.

Avec 13,5 milliards FC sur près de 14 milliards de FC en 2008, les billets continuent à représenter une part importante de la circulation fiduciaire, soit plus de 96 %.

En 2008, les billets en circulation n'ont augmenté que de 1,9%, représentant une valeur de 13,5 milliards FC en décembre 2008 contre 13,2 milliards FC en décembre 2007, en relation avec la fin du renouvellement des vignettes qui a commencé en 2005. En revanche, les pièces émises ont augmenté de 3,5%, pour des valeurs de 504 millions FC contre 487 millions FC, respectivement.

Evolution de la circulation fiduciaire (en millions de FC)				
	2005	2006	2007	2008
Billets	11.147	12.455	13.211	13.468
Pièces	452	471	487	504
Circulation totale	11.599	12.926	13.698	13.972

2.2 - La chambre de compensation

Le volume des activités de la Chambre de compensation ne cesse d'augmenter depuis son ouverture en 2006, en relation avec l'ouverture du secteur bancaire. Ainsi, depuis le 10 février 2008, l'Exim Bank participe aux opérations de la chambre, en compagnie des trois banques initiatrices du système (Banque Centrale, Banque pour l'Industrie et le Commerce-Comores et Société Nationale des Postes et des Services Financiers).

Statistiques de la chambre de compensation (en millions FC)						
Rubriques	2006		2007		2008	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
Compensés	5.615	6.625	19.671	16.770	26.616	24.745
Rejetés	143	96,9	445	282,2	586	348,7

Au 31 décembre 2008, les statistiques des opérations traitées sont les suivantes :

-**26.616 chèques** compensés pour un montant total de **24,7 milliards FC (19.671 chèques** en 2007 représentant **16,8 milliards FC)**. Le nombre des chèques compensés a augmenté de 35 % entre 2007 et 2008 tandis que les valeurs correspondantes ont progressé de 48 % durant la même période ;

-**586 chèques** rejetés, pour insuffisance de provision essentiellement et pour défaut de signature, et correspondant à 348,7 millions FC, soit 1,4% du montant total (**445 chèques rejetés** en 2007 représentant **282 millions FC**, soit 1,7% du montant total). Il n'existe pas encore de fichier sur les incidents de paiements qui permettrait de légiférer en la matière et de pouvoir réduire l'émission de chèques non provisionnés et amener le chèque à être un moyen de paiement ordinaire.

2.3 - Les autres activités de la Banque

La lutte contre le blanchiment d'argent et financement du terrorisme(LCB/FT)

Pour remédier aux insuffisances observées dans le dispositif LCB/FT de 2003, la Banque Centrale, en collaboration avec le Comité de Liaison Anti-Blanchiment (CLAB) de la Zone Franc, a rédigé un nouveau texte prenant en compte les 49 recommandations du GAFI, qui a été validé par la Commission des Lois de l'Assemblée de l'Union en novembre 2008, puis signé le 6 mars 2009 sous forme d'ordonnance par le chef de l'Etat et adopté par la suite en session plénière de l'Assemblée de l'Union le 28 avril 2009.

Courant novembre 2008, la BCC a dispensé des séances de formation et de sensibilisation en matière de LCB/FT à l'ensemble des institutions bancaires et financières. Elle a par la suite invité tous les assujettis à :

- Lui communiquer le correspondant désigné pour le SRF,
- Définir leur famille de risques en fonction de leurs activités,
- Définir des critères et les niveaux d'alerte.

Parallèlement, la BCC a communiqué aux assujettis la liste des personnes interdites de relations financières conformément à la résolution 1267 des Nations Unis sur la lutte contre le financement du terrorisme.

En décembre 2008, une mission de préparation à l'évaluation du dispositif LCB/FT a été réalisée par les services du FMI, en prélude de la grande mission d'évaluation prévue pour Mai 2009. Cette mission a permis de mieux sensibiliser les autorités comoriennes, les banques et établissements financiers, les assujettis non bancaires (avocats, notaire, casinos...) et le SRF, des attentes liées à l'évaluation.

Les opérations de change

Les opérations d'achat euro en 2008 à la BCC ont atteint un volume de 27,5 milliards de FC soit une hausse de 36,3 % par rapport à l'année 2007, en liaison avec l'afflux massif de la diaspora au cours de la période estivale. Cette augmentation est significative suite à la contraction (-4 %) des rentrées de devises enregistré en 2007, conséquence à la fois de la baisse des arrivées des expatriés comoriens durant la période estivale et de l'implantation progressive des sociétés de transferts formels.

Evolution annuelle des opérations en devises à la BCC (en millions FC)

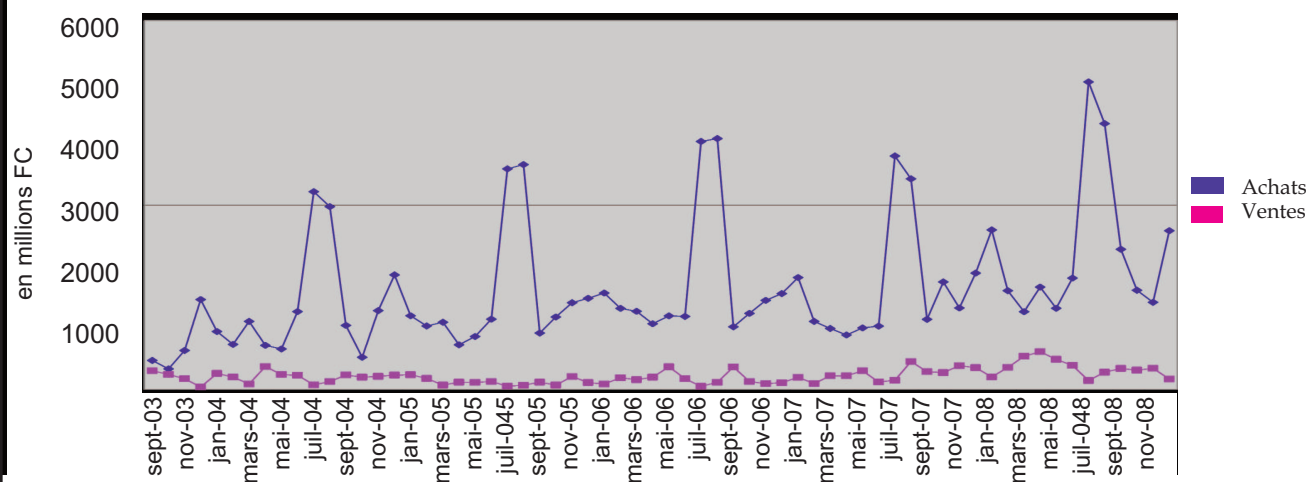
	Achats				Ventes			
	2005	2006	2007	2008	2005	2006	2007	2008
Moroni	16.041	17.707	16.285	20.566	1.299	1.707	2.534	3.844
Mustamudu	2.231	2.967	3.376	6.082	170	303	232	92
Fomboni		297	489	814		24	281	238
Total	18.272	20.971	20.151	27.462	1.469	2.034	3.047	4.174

Source : BCC

Les sorties de devises continuent d'augmenter d'une année sur l'autre : 37 % en 2008 après les 50 % enregistré l'année d'avant. Mais la part des ventes dans les achats est restée stable, 15 % en 2008 comme en 2007.

Comme l'illustre le graphique ci-après, les opérations d'achats de devises répondent à un cycle saisonnier, dont le trend haussier s'observe chaque année au cours du troisième trimestre, en liaison avec la présence massive à cette période de vacances des comoriens résidant à l'étranger.

OPERATIONS DE CHANGE

*Les concours à l'Etat*

En accord avec les dispositions des articles 16 et 17 de ses Statuts, le montant de l'avance statutaire, dont l'Etat a pu bénéficier au cours de l'exercice 2008, a été fixé à 4.446 millions FC contre 4.531 millions FC en 2007.

Au 31 décembre 2008, l'encours des crédits à l'Etat s'est élevé à 4.425 millions FC pour les avances à court terme et à 1.017 millions FC pour la dette à long terme, auquel il faut ajouté 115 millions FC d'intérêts échus non payés.

Le refinancement du système bancaire

Comme pour les années précédentes, la Banque Centrale n'a pas eu à pratiquer d'opérations de refinancement vis-à-vis des banques et des établissements financiers de la place. L'abondance de la liquidité pour la plupart des établissements combinée à la quasi stabilité de l'activité économique expliquent cette situation.

Cependant, l'élargissement du paysage bancaire laisse présager un recours à des opérations interbancaires (refinancement, réescompte), la BCC devant veiller au bon fonctionnement du secteur.

Le Compte d'Opérations

Une hausse de 4 % a été enregistré en 2008 sur le solde annuel moyen du compte d'opérations, avec près de 32 milliards de FC contre 30,7 milliards en 2007. La croissance de ce solde est identique à celle constatée en 2007.

Solde trimestriel moyen du compte d'Opérations (en millions de FC)

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007	2008
1 ^{er} trimestre	34.988	33.530	28.310	27.047	29.770	33.826
2 ^{ème} trimestre	35.011	34.858	28.716	30.161	30.582	30.372
3 ^{ème} trimestre	34.575	35.852	27.699	30.560	31.029	30.668
4 ^{ème} trimestre	33.595	31.755	27.117	30.384	31.598	33.001
Moyenne annuelle	34.542	33.999	27.961	29.538	30.745	31.967

Cette évolution s'explique par la hausse des mouvements créditeurs sur le compte. L'approvisionnement du compte par les versements en espèces a évolué de 17,2 milliards FC en 2007 à 23,4 milliards FC en 2008, soit une évolution de 36 %. Dans le même temps les paiements à l'extérieur sont passés de 29,4 milliards FC à 37,2 milliards FC.

Moyenne trimestrielle du taux de rémunération du compte d'opérations

1 ^{er} trimestre 06 3,33	2 ^{ème} trimestre 06 3,51	3 ^{ème} trimestre 06 3,92	4 ^{ème} trimestre 06 4,33
1 ^{er} trimestre 07 4,58	2 ^{ème} trimestre 07 4,83	3 ^{ème} trimestre 07 5,00	4 ^{ème} trimestre 07 5,00
1 ^{er} trimestre 08 5,00	2 ^{ème} trimestre 08 5,00	3 ^{ème} trimestre 08 5,2255	4 ^{ème} trimestre 08 3,9049

Le taux de rémunération servi sur le compte d'opérations est le taux du prêt marginal au jour le jour de la Banque Centrale Européenne. En moyenne entre 2007 et 2008, ce taux a baissé, passant de 4,8525 % à 4,7826%. La baisse est surtout marquée au 4^{ème} trimestre en relation avec le renforcement de la crise financière mondiale.

Les effets de la baisse du taux rémunérateur du compte d'opérations sont atténués par l'augmentation des mouvements créditeurs.

Les Missions et Formations

En 2008 la Banque a participé aux différentes rencontres internationales des organismes dont elle fait partie ; à savoir les réunions de la Zone franc, de l'Association des Banques Centrales Africaines, du COMESA, et des assemblées du FMI et de la Banque Mondiale.

Outre la formation continue sur place, les cadres de la Banque ont bénéficié des enseignements à l'extérieur aux seins des organismes liés aux métiers bancaires : l'Institut Multilatéral d'Afrique, l'Institut Bancaire et Financier International et le projet BEAC-BCEAO-BCC.

Section III - Les comptes de la Banque

3.1 - Le bilan

Le total du bilan au 31 décembre 2008 s'est élevé à 55,5 milliards FC contre 52,4 milliards de FC en 2007, soit une hausse de 6 % en un an. Cette croissance s'explique, à l'actif par l'évolution de la dette de l'Etat et des actifs immobilisés et au passif, par l'augmentation des engagements internationaux et de l'augmentation du capital.

A l'actif, on note le ralentissement d'environ 1 % des avoirs extérieurs entre 2007 et 2008, passant de 39,6 milliards FC à 39,5 milliards FC, le rapatriement des avoirs détenus à la FED ayant occasionné une perte de valeur.

Le total des avances consenties par la Banque à l'Etat s'est réduit de 30 millions FC, passant de 5.587 millions FC en 2007 à 5.557 millions FC en 2008. Cette évolution résulte d'effet conjugué d'une augmentation de l'encours des avances à court terme (+6%) largement compensée par une baisse de l'encours des avances à long terme (-22,5%).

En revanche, les créances totales sur l'Etat ont enregistré un bond de 29,7% entre 2007 et 2008, en rapport avec le déblocage des prêts d'une valeur totale de 1,8 milliard FC, dans le cadre du programme « post conflit » et de la facilité contre les « chocs exogènes ».

Les titres de participations détenus par la Banque ont baissé de 6,7 %, en liaison avec la réévaluation à la baisse des quotes-parts pour la souscription du capital du FMI, suite à la dépréciation du DTS vis-à-vis du franc comorien. La valeur des quotes-parts est passée de 4.906 millions FC en 2007 à 4.575 millions FC en 2008.

Par ailleurs, conformément aux recommandations des organes de contrôle de la Banque, un changement a été opéré dans la comptabilisation du matériel d'émission, qui est désormais intégré aux immobilisations et non plus dans les comptes de stocks.

Le poste des immobilisations hors matériel d'émission est passé de 784 millions FC en 2007 à 1.986 millions FC en 2008. Cette augmentation est liée à l'acquisition de logiciels, à l'intégration et la réévaluation de la valeur des terrains et des immeubles et à l'achat d'un véhicule.

Au passif, la hausse des engagements à vue (+ 8,8 %) s'explique par l'évolution des dépôts des banques et institutions financières qui sont passés de 14 milliards FC en 2007 à 17,7 milliards FC en 2008, soit une hausse de plus de 26 %.

Les engagements internationaux ont progressé avec le tirage des emprunts auprès du FMI avec toutefois une baisse de la valeur des bons du Trésor Public détenus par le FMI qui est passé de 4,2 milliards FC en 2007 à 3,9 milliards FC en 2008.

Les comptes de régularisations passifs ont diminué de plus de 80 % entre 2007 et 2008.

Le compte de capital a enregistré une hausse de 10,6 %, en liaison avec la décision du Conseil d'Administration d'augmenter le capital de la Banque par incorporations de réserves. Le capital est ainsi passé de 1,1 milliard FC à 3 milliards FC en 2008, tandis que les réserves ont accusé un recul de 12 %, passant de 10,4 milliards FC en 2007 à 9,2 milliards FC en 2008.

3.2 - Le compte de résultat

Un résultat bénéficiaire de 242 millions FC a été enregistré pour l'exercice 2008 contre 530 millions FC en 2007 et 183 millions FC en 2006.

Les produits d'exploitation n'ont progressé que de 1,3 %, s'établissant à 1,59 milliards FC en 2008 contre 1,57 milliards FC en 2007. Cette évolution modérée résulte de la baisse du taux de la facilité marginale de la Banque Centrale Européenne, qui rémunère le compte d'opérations ouvert auprès du Trésor français, principale source de revenus pour la Banque.

En revanche, en dépit de la diminution de l'encours, les intérêts sur les avances à l'Etat ont rapporté 314 millions FC contre 283 millions FC en 2007, en liaison avec le niveau élevé du taux de l'EONIA observé tout au long de l'année, 4 % en moyenne de janvier à novembre contre 3,86 % pour l'année 2007.

Au niveau des charges, celles-ci se sont élevées en 2008 à 1,9 milliard FC contre 1,6 milliard en 2007, soit une progression de 18,7 %. Cette hausse est sensible à tous les niveaux.

Les charges financières sont passées de 531 millions FC en 2007 à 590 millions en 2008, en progression de 11 %, même si cette croissance est modérée, en comparaison avec celle enregistrée l'année précédente (+40 %).

Les charges d'émission ont plus que doublé entre 2007 et 2008, la nouvelle comptabilisation des charges d'émission ayant occasionné un report de charge de 2007 à 2008.

Les charges de personnel ont augmenté de 27 % en 2008, s'élevant à 297 millions FC contre 234 millions FC en 2007. Elles représentent 15 % des charges totales alors qu'elles n'étaient que de 11 % en 2007.

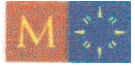
Les frais généraux qui représentaient 21 % des charges totales ont modérément évolué, s'établissant à 395 millions FC contre 370 millions FC en 2007. En revanche, les dotations aux amortissements et aux provisions ont diminué, passant de 235 millions FC à 222 millions FC entre 2007 et 2008.

Bilan au 31 décembre 2008 (en millions de FC)					
Actif	2007	2008	Passif	2007	2008
Disponibilités extérieures	39.558	39.528	Engagements à vue	32.568	35.653
- Encaisses en devises (Billets zone franc)	3.494	3.158	- Billets et monnaie en circulation	13.698	13.972
- Comptes d'Opérations (Trésor Français)	35.369	36.189	- Dépôts des banques et inst.fin	13.985	17.659
- Autres avoirs (BDF, FED)	534	6	- Dépôts des entreprises publiques	1.370	436
- Avoirs en or et en DTS	160	174	- Dépôts des administrations publiques	3.400	3.291
Créances sur l'Etat	5.982	7.757	- Autres dépôts	101	60
- Avances BCC au Trésor Public	5.587	5.557	- Autres engagements	14	235
- Concours FMI		1.826	Engagements internationaux	4.223	5.739
- Allocation DTS	395	368	- Concours du FMI		1.826
Créances sur les Banques et Insti.Fi	0	0	- Autres engagements (FMI Bonds du Trésor)	4.223	3.913
Autres créances	65	106	Compte de régularisation	3.069	600
Créances douteuses	42	43	Compte de capital	11.988	13.261
Provisions	(42)	(43)	- Capital	1.100	3.000
Autres Actifs (Titres de participations)	4.956	4.625	- Réserves	10.408	9.150
- Titres de participations BDC	50	50	- Provisions	85	40
- Quote-parts FMI	4.906	4.575	- Subventions d'Investissements		323
Compte de régularisations	207	241	- Allocations DTS	395	368
Actifs immobilisés	1.609	3.239	- Ecart de Réévaluation		380
- Immobilisations en cours	147	356			
- Immobilisations d'exploitation	638	1.629			
- Matériels d'émission	825	1.254			
Résultats			Résultat de l'exercice	530	242
Total	52.377	55.495		52.377	55.495

Source : Banque Centrale des Comores

Compte de résultat (en millions de FC)					
Charges	2007	2008	Produits	2007	2008
Intérêts et commissions	531	590	Intérêts/comptes Opérat	1.574	1.596
Perte sur avoirs		53	Agios de réescompte	0	0
Charges sur matériel d'émission	167	341			
Charges du personnel	234	298	Intérêts /avances Trésor	283	314
Impôts et taxes	1	0	Commissions/ transferts	87	121
Frais généraux	370	395	Produits exceptionnels	2	2
Dotations amortProv	235	222	Autres produits	140	127
Charges exceptionnelles	18	19			
Résultats	530	242			
Total	2.086	2.160		2.086	2.160

Section IV - L'avis des Commissaires aux comptes



MAZARS FIVOARANA

En exécution de la mission qui nous a été confiée par contrat de prestation de service signé le 17 mars 2008, nous avons procédé à l'audit des comptes de la Banque Centrale des Comores (BCC) de l'exercice clos le 31 décembre 2008. Les comptes qui nous ont été présentés ont été établis par le Gouvernement de la BCC conformément au manuel de procédures comptables propres à cette banque. Il nous appartient, sur la base de nos travaux, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Le Bilan au 31 décembre 2008 présente un total de 55 495 063 181 KMF. Le Résultat de l'exercice sous revue fait ressortir un bénéfice de 241 837 302 KMF contre un bénéfice de 529 913 858 KMF au 31 décembre 2007.

Nous avons effectué notre examen selon les normes d'audit internationales ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes ne comportent pas d'anomalies significatives. Nos travaux ont consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à vérifier les principes comptables suivis et les règles d'évaluation retenues pour l'arrêté des comptes et apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après :

A NOTRE AVIS, COMPTE TENU DES DILIGENCES QUE NOUS AVONS ACCOMPLIES SELON LES REGLES DE LA PROFESSION, NOUS SOMMES EN MESURE DE CERTIFIER QUE LES COMPTES ANNUELS PRESENTENT SINCEREMENT DANS TOUS LEURS ASPECTS SIGNIFICATIFS LA SITUATION FINANCIERE DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES AU 31 DECEMBRE 2008, AINSI QUE LE RESULTAT DE SES OPERATIONS ET LES MOUVEMENTS DE TRESORERIE POUR L'EXERCICE CLOS A LA MEME DATE, CONFORMEMENT AU PLAN COMPTABLE PROPRE APPLIQUE PAR CETTE BANQUE.

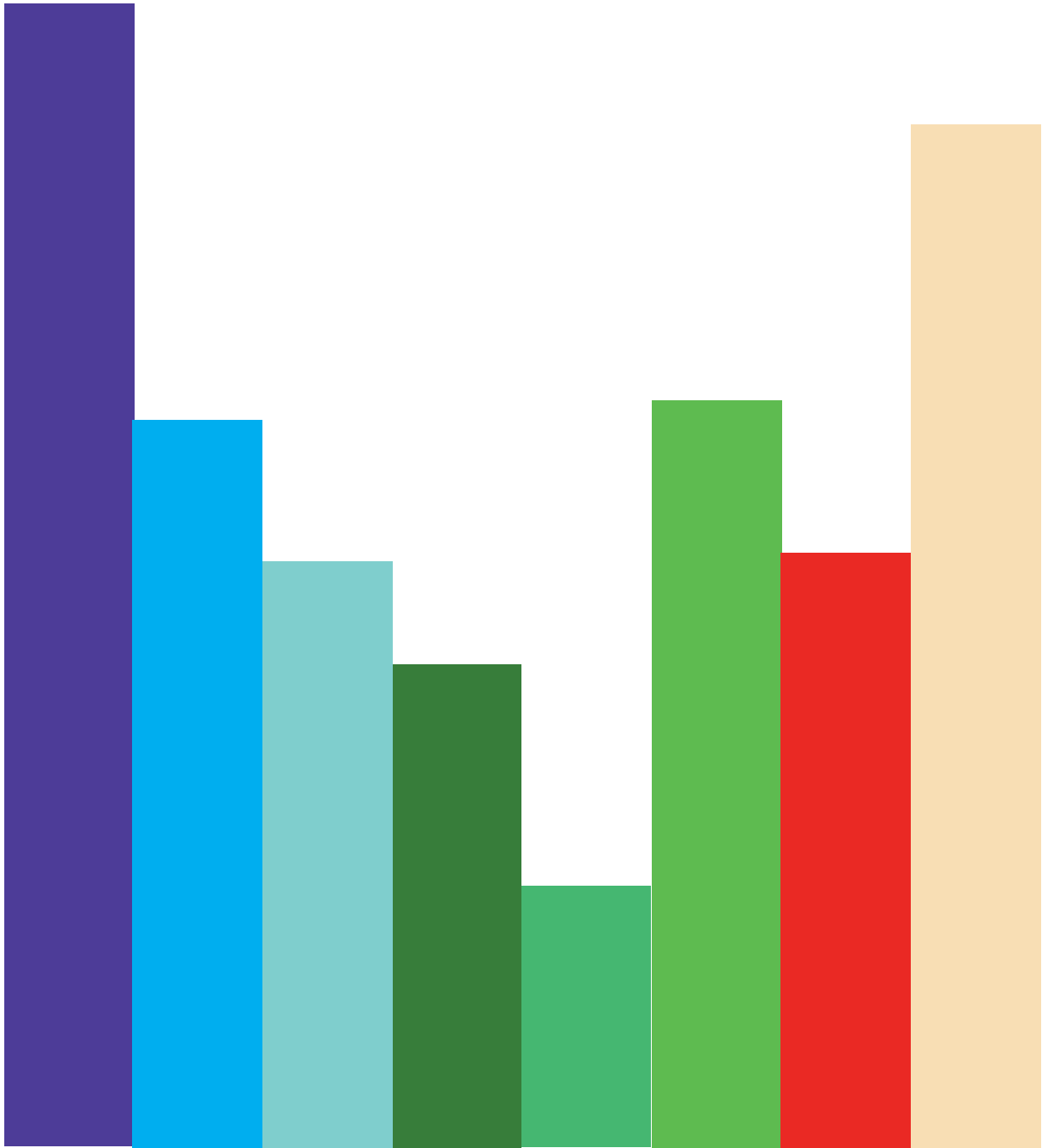
Antananarivo, le 28 Mai 2009

Frédéric RANDRIANARISOA



Les auditeurs

Bruno DAUPHINE



ANNEXES

Evolutions mensuelles des cours de quelques devises par rapport au franc comorien en 2008

Devises	Moyenne 2007	Jan.	Fév.	Mar.	Avr.	Mai	Jun.	Jul.	Aût.	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Moyenne 2008
D.T.S.	538,50	529,48	528,95	517,40	511,19	513,51	512,17	508,79	520,80	532,67	559,89	573,06	556,78	530,39
Dollar E.U	359,43	334,25	333,57	316,86	312,35	316,24	316,32	312,00	328,52	342,39	369,72	386,40	399,85	339,04
Dollar Canadien	335,32	331,03	333,76	317,02	308,16	316,78	311,29	307,96	312,06	339,45	314,26	317,21	324,59	319,47
Franc suisse	299,51	303,71	305,94	312,95	308,18	302,70	304,83	303,85	303,46	308,59	324,20	324,48	350,03	312,74
£. Sterling	712,66	658,35	667,68	634,85	618,93	621,18	621,55	620,37	620,55	615,55	627,34	592,28	595,76	624,53
Yen Japonais	3,05	3,10	3,11	3,14	3,05	3,03	2,96	3,05	3,01	3,21	3,69	4,17	4,40	3,33
Yuan (Chine)	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Rial Saoudien	95,44	88,43	86,32	83,09	84,09	84,70	83,03	83,91	88,94	91,02	103,23	101,45	93,01	89,27
Dirham (UAE)	97,36	90,30	88,01	84,88	85,88	86,50	84,77	85,68	90,81	93,18	105,49	103,62	95,04	91,18
Rand Sud Africain	51,10	47,70	43,58	39,77	40,09	41,45	39,83	40,89	42,95	42,28	37,96	38,20	40,13	41,23
Roupie Mauric.	11,53	11,59	11,82	12,08	12,18	11,49	10,98	11,85	11,98	12,09	12,29	11,94	11,00	11,77
Shilling Tanzanien	0,29	0,28	0,28	0,25	0,26	0,26	0,26	0,27	0,29	0,29	0,30	0,30	0,27	0,28
Shilling Kenyan	5,32	4,73	4,78	4,93	5,09	5,11	4,80	4,68	4,83	4,67	4,88	4,85	4,47	4,82
Ariary (Madagascar)**	0,19	0,19	0,18	0,19	0,19	0,20	0,19	0,20	0,20	0,20	0,21	0,21	0,19	0,20
Roupie Seychel	53,60	41,31	40,30	38,90	39,42	39,69	39,06	39,57	41,44	41,48	43,49	22,55	21,16	37,36

* Moyenne du 1er trimestre

** Nouvelle monnaie pour Madagascar depuis janvier 2005

Les pays de la Zone Euro et les taux de conversion irrévocables de l'Euro*

Pays	Devises	Euro/Devises		Pays	Devises	Euro/Devises	
Allemagne	Deutschemark	1,95583	DEM	Luxembourg	Franc luxembourgeois	40,3399	LUF
Autriche	Schilling	13,7603	ATS	Pays-Bas	Florin	2,20371	NLG
Belgique	Franc belge	40,3399	BEF	Portugal	Escudo	200,482	PTE
Espagne	Peseta	166,386	ESP	Grèce*	Drachme	340,75	GRD
Finlande	Markka	5,94573	FIM	Slovénie**	Tolar	239,64	SIT
France	Franc	6,55957	FRF	Chypre***	Livre	0,585274	CYP
Irlande	Livre	0,78756	IEP	Malte***	Lire	0,4293	MTL
Italie	Lire	1936,27	ITL				

Parité fixe de l'Euro par rapport au Franc CFA et au Franc comorien : 1 Euro = 6,55957FRF x 100 = 655,957 F CFA

1 Euro = 6,55957FRF x 75 = 491,96775 FC

* : Taux établis le 31/12/2000 ** : Taux établi le 31/12/2006 *** : Taux établi le 31/12/2007

Sources : Banque Centrale des Comores, Département des Etudes et de la Supervision Bancaire , Banque de France

Annexe II		Evolution du commerce extérieur des Comores												
		Année de base 1975												
	1 996	1 997	1 998	1 999	2 000	2 001	2 002	2 003	2 004	2 005	2 006	2 007	2008*	
Importations	24 659	26 270	22 241	24 929	23 085	27 776	27 454	30 311	33 749	38 952	45 249	49 716	60 323	
Exportations	2 436	2 630	2 632	4 248	6 309	9 144	10 057	11 695	7 382	4 757	4 089	4 912	2 190	
Balance commerciale	-22 223	-23 640	-19 609	-20 681	-16 776	-18 632	-17 397	-18 616	-26 367	-34 195	-41 160	-44 804	-58 133	
Taux de couverture	10	10	12	17	27	33	37	39	22	12	9	10	4	
PM = indice des import.	496	528	447	501	464	558	552	609	679	783	910	1 000	1 213	
PX = indice des export.	120	129	129	209	310	449	494	574	363	234	201	241	108	
Terme de l'éch. PX/PM	24	24	29	42	67	80	89	94	53	30	22	24	9	
* : Données provisoires														
Source: Direction générale des douanes														
Traitement: Banque Centrale														

Annexe III	Exécution du budget de l'Etat											
	(en millions de FC)											
	1 997	1 998	1 999	2 000	2 001	2 002	2 003	2 004	2 005	2 006	2 007	2008*
Recettes intérieures	12 828	9 461	11 120	10 528	12 844	16 975	22 335	22 445	23 972	21 555	21 160	23 379
- Fiscales	11 968	9 025	10 295	9 835	10 983	13 870	19 622	19 407	17 797	17 259	16 678	18 288
- Non-fiscales	860	436	825	693	1 861	3 105	2 713	3 038	6 175	4 296	4 482	5 091
Dépenses courantes	12 742	11 426	11 223	11 372	13 699	16 520	20 262	21 940	21 959	23 091	24 506	27 466
- Traitements et salaires	8 553	7 190	6 307	6 028	6 190	6 778	11 493	12 631	12 872	13 205	15 392	15 690
- Biens et Services	3 037	2 927	3 486	4 075	5 620	7 250	5 297	6 038	5 160	5 568	5 122	8 122
- Transferts	265	390	522	309	488	887	2 041	1 989	2 879	3 392	3 382	2 678
- Intérêts sur la dette (ext)	887	919	908	960	1 401	1 605	1 431	1 282	1 048	926	610	976
Solde	86	-1 965	-103	-844	-855	455	2 073	505	2 013	-1 536	-3 346	-4 087

Source: Ministère des Finances, Trésorerie Générale

* A partir de 2003, Anjouan inclus

** : Chiffres provisoires

Annexe IV

2007

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Avances à l'Etat (EONIA+1,5)	5,0658	5,0668	5,1948	5,323	5,2935	5,457	5,5661	5,5429	5,5171	5,4285	5,5275	5,3632
Dépôts Trésor et BIF non soumises												
Res,Obl (EONIA - 1/8)*	3,4408	3,4418	3,5698	3,698	3,6685	3,832	3,9411	3,9179	3,8921	3,8035	3,9025	3,7382
Dépôts des BIF soumises Res												
Obligatoires												
-Réserves libres (EONIA - 1/8)	3,4408	3,4418	3,5698	3,698	3,6685	3,832	3,9411	3,9179	3,8921	3,8035	3,9025	3,7382
-Réserves obligatoires (EONIA -1/4)	3,3158	3,3168	3,4448	3,573	3,5435	3,707	3,8161	3,7929	3,7671	3,6785	3,7775	3,6132
Escompte Banq. Centrale(EONIA+1,5)	5,0658	5,0668	5,1948	5,323	5,2935	5,457	5,5661	5,5429	5,5171	5,4285	5,5275	5,3632
Comptes sur livret	2,5	2,5	2,52,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Dép. à terme inférieurs à 3 mois	2,5	2,5	2,52,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Dép. à terme supérieurs à 3 mois	2,5	2,5	2,52,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Taux débiteurs	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14
EONIA	3,5658	3,5668	3,6948	3,8230	3,7935	3,9570	4,0661	4,0429	4,0171	3,9285	4,0275	3,8632
Prêt Marginal	4,5	4,5	4,75	4,75	4,75	5,0000	5,0000	5,0000	5,0000	5,0000	5,0000	5,0000
EURIBOR 1 mois	3,616	3,649	3,843	3,859	3,915	4,097	4,105	4,307	4,432	4,231	4,200	4,685
EURIBOR 6 mois	3,888	3,945	3,996	4,095	4,193	4,283	4,359	4,591	4,750	4,660	4,625	4,810
EURIBOR 12 mois	4,062	4,095	4,104	4,249	4,367	4,505	4,565	4,666	4,727	4,642	4,603	4,786
EURIBOR 12 mois	2,313	2,31	2,338	2,267	2,193	2,104	2,166	2,222	2,214	2,413	2,68	2,784

En janvier 2006, le taux de rémunération des comptes d'épargne est passé de 3% à 2,5%, les taux de rémunération de EONIA à EONIA-1/8 pour les réserves libres et de EONIA-1/8 à EONIA-1/4 pour les réserves obligatoires, et les taux débiteurs de [8,0/14,0]% à [7,0/14,0]%

2008

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Avances à l'Etat (EONIA+1,5)	5,5097	5,5291	5,5845	5,4831	5,5104	5,4871	5,6924	5,7996	5,768	5,3125	4,6616	3,9511
Dépôts Trésor et BIF non soumises												
Res,Obl (EONIA - 1/8)*	3,8847	3,9041	3,9595	3,8581	3,8854	3,8621	4,0674	4,1746	4,143	3,6875	3,0366	2,3261
Dépôts des BIF soumises Res,												
Obligatoires												
-Réserves libres (EONIA - 1/8)	3,8847	3,9041	3,9595	3,8581	3,8854	3,8621	4,0674	4,1746	4,143	3,6875	3,0366	2,3261
-Réserves obligatoires (EONIA -1/4)	3,7597	3,7791	3,8345	3,7331	3,7604	3,7371	3,9424	4,0496	4,018	3,5625	2,9116	2,2011
Escompte Banq. Centrale (EONIA+1,5)	5,5097	5,5291	5,5845	5,4831	5,5104	5,4871	5,6924	5,7996	5,768	5,3125	4,6616	3,9511
Comptes sur livret	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Dép. à terme inférieurs à 3 mois	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Dép. à terme supérieurs à 3 mois	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Taux débiteurs	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14
EONIA	4,0097	4,0291	4,0845	3,9831	4,0104	3,9871	4,1924	4,2996	4,2680	3,8125	3,1616	2,4511
Prêt Marginal	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,25	5,25	5,25	4,25	3,75	3,00
EURIBOR 1 mois	4,200	4,182	4,305	4,369	4,388	4,471	4,472	4,488	4,662	5,193	3,861	2,959
EURIBOR 6 mois	4,515	4,353	4,594	4,795	4,896	5,093	5,147	5,160	5,219	5,193	4,303	3,330
EURIBOR 12 mois	4,515	4,345	4,592	4,819	4,992	5,367	5,391	5,324	5,384	5,263	3,436	3,418

En janvier 2006, le taux de rémunération des comptes d'épargne est passé de 3% à 2,5%, les taux de rémunération de EONIA à EONIA-1/8 pour les réserves libres et de EONIA-1/8 à EONIA-1/4 pour les réserves obligatoires, et les taux débiteurs de [8,0/14,0]% à [7,0/14,0]%

Annexe V

Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties

(en millions de FC)

Masse Monétaire	déc.-01	déc-02	déc-03	déc-04	déc-05	déc-06	déc-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08
Monnaie											
- billets et pièces en circulation.	22 682	24 865	24 458	23 036	21 597	28 384	32 141	30 238	30 885	34 965	34 769
- dépôts à vue	12 400	12 548	11 550	11 775	11 189	12 045	12 723	11 194	11 443	14 221	12 335
	10 282	12 317	12 909	11 260	10 409	16 339	19 418	19 043	19 442	20 743	22 435
Quasi - monnaie	9 935	11 426	11 082	11 476	15 351	13 184	13 400	13 907	14 159	15 210	16 024
Total	32 617	36 290	35 540	34 512	36 948	41 568	45 541	44 144	45 044	50 175	50 793
Contreparties de la Masse Monétaire											
Avoirs extérieurs	39 077	41 470	38 967	38 413	38 225	40 568	43 533	42 682	40 541	43 303	40 593
Créances sur l'Etat	653	1 258	449	891	1 955	2 871	2 935	1 845	2 565	4 347	4 993
Crédits à l'économie	9 177	10 129	13 093	10 503	14 038	14 496	16 475	16 535	18 417	20 365	22 257
Autres postes	-16 290	-16 567	-16 968	-15 295	-17 271	-16 367	-17 401	-16 918	-16 479	-17 840	-17 050
Total	32 617	36 290	35 540	34 512	36 948	41 568	45 541	44 144	45 044	50 175	50 793

Source: Banque Centrale des Comores

Direction des Etudes et Statistiques Monétaires

Annexe VI	Dec-04	Dec-05	Dec-06	Dec-07	Mar-08	Jun-08	Sep-08	Dec-08
SITUATION DES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS RÉSERVES	14 247,363	13 481,412	11 916,703	13 557,373	12 816,803	11 204,281	11 088,235	14 175,299
CRÉANCES SUR LES AUTORITÉS MONÉTAIRES: TITRES	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
AUTRES CRÉANCES SUR LES AUTORITÉS MONÉTAIRES	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
ACTIFS EXTÉRIEURS	1 024,168	2 950,058	6 482,325	5 062,454	5 141,590	5 630,166	6 873,034	3 611,613
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	480,736	0,908	504,430	770,702	810,966	827,131	1 516,502	1 465,954
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	0,000	300,140	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	179,672	297,033	959,143	1 039,637	715,224	2 098,702	1 905,076	2 744,040
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	10 111,066	13 292,658	13 344,681	15 172,114	15 646,210	16 140,347	18 244,549	19 304,556
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	18,087	9,900	38,040	102,812	0,160	0,000	0,000	2,952
DÉPÔTS À VUE	9 280,576	8 625,247	15 271,034	17 393,922	17 390,368	18 227,785	19 085,950	21 100,106
DÉPÔTS À TERME, DÉPÔTS D'ÉPARGNE ET DÉPÔTS EN DEVISES	11 832,129	15 377,229	13 190,000	13 426,484	13 917,443	14 250,157	15 268,201	16 077,272
INSTRUMENTS DU MARCHÉ MONÉTAIRE	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
DÉPÔTS RESTRICTIFS	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
ENGAGEMENTS EXTÉRIEURS	23,687	493,564	827,919	1 187,193	792,342	729,116	802,648	889,847
DÉPÔTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	798,411	828,717	380,943	366,076	584,023	396,260	341,254	423,444
CRÉDITS DES AUTORITÉS MONÉTAIRES	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
COMPTES DE CAPITAL	2 449,084	1 910,598	3 213,310	5 261,724	5 099,199	4 964,428	5 368,980	5 805,931
AUTRES POSTES (NET)	1 677,204	3 096,758	362,115	-1 930,307	-2 652,419	-2 667,120	-1 239,638	-2 992,188
Vérification Verticale SFI	0	0	0	0	0	0	0	0

Annexe VII

NOM DU PAYS: Comores CODE SFI: _____

UNITES: en millions FC

Periode	1er janvier au 31 décembre	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Compte des transactions courantes		-8 020	-8 201	-10 618	-8 831	-11 655	-21 416
	Biens	-15 193	-22 729	-30 927	-34 288	-40 039	-55 978
2100.Z	credit	13 082	8 243	5 691	5 221	5 929	3 063
3100.Z	debit	-28 275	-30 972	-36 618	-39 509	-45 968	-59 040
	Marchandises generales	-16 580	-23 590	-31 861	-35 420	-41 056	-56 851
2110..	Exportations FAB	11 695	7 382	4 757	4 089	4 912	2 190
3110..	Importations FAB	-28 275	-30 972	-36 618	-39 509	-45 968	-59 040
	Biens importes ou exportes pour transformation	0	0	0	0	0	0
2150..	credit	0	0	0	0	0	0
3150..	debit	0	0	0	0	0	0
	Reparations de biens	0	0	0	0	0	0
2160..	credit	0	0	0	0	0	0
3160..	debit	0	0	0	0	0	0
	Achats de biens dans les ports par les transporteurs	1 387	861	934	1 132	1 017	873
2170..	credit	1 387	861	934	1 132	1 017	873
3170..	debit	0	0	0	0	0	0
	Or non monetaire	0	0	0	0	0	0
2180..	credit	0	0	0	0	0	0
3180..	debit	0	0	0	0	0	0
	Services	-2 760	-2 059	-1 227	-3 181	-3 392	-4 800
2200.Z	credit	13 079	14 321	16 899	18 358	19 707	22 506
3200.Z	debit	-15 839	-16 380	-18 126	-21 539	-23 099	-27 307
	Transports	-8 123	-8 432	-9 231	-11 593	-12 106	-14 638
2205..	credit	1 512	1 509	1 846	1 794	1 897	1 949
3205..	debit	-9 635	-9 941	-11 077	-13 387	-14 003	-16 587
	Transports maritimes	-4 880	-5 461	-6 285	-7 275	-8 005	-9 712
2206..	credit	0	0	0	0	0	0
3206..	debit	-4 880	-5 461	-6 285	-7 275	-8 005	-9 712
	Transports aeriens	-3 243	-2 971	-2 946	-4 318	-4 102	-4 927
2210..	credit	1 512	1 509	1 846	1 794	1 897	1 949
3210..	debit	-4 755	-4 480	-4 792	-6 112	-5 999	-6 875
	Autres transports	0	0	0	0	0	0
2214..	credit	0	0	0	0	0	0
3214..	debit	0	0	0	0	0	0
	Voyages	3 346	4 741	5 550	6 201	5 417	7 111
2236..	credit	6 788	8 462	9 340	10 521	10 864	12 864
3236..	debit	-3 442	-3 721	-3 790	-4 320	-5 448	-5 753
	Voyages à titre professionnel	-12	-202	17	125	-434	302
2237..	credit	823	864	983	1 081	1 135	1 101
3237..	debit	-835	-1 066	-966	-956	-1 569	-799
	Voyages à titre personnel	3 358	4 943	5 533	6 076	5 851	6 809
2240..	credit	5 965	7 598	8 357	9 440	9 730	11 763
3240..	debit	-2 607	-2 655	-2 824	-3 364	-3 879	-4 954
	Services de communication	2 752	2 351	3 487	3 662	4 963	4 596
2245..	credit	3 030	2 687	4 114	4 320	5 261	4 879
3245..	debit	-278	-336	-627	-658	-297	-284
	Services de construction	0	0	0	0	0	0
2249..	credit	0	0	0	0	0	0
3249..	debit	0	0	0	0	0	0
	Services d'assurance	-1 394	-1 560	-1 799	-2 049	-2 248	-2 770
2253..	credit	0	0	13	89	88	54
3253..	debit	-1 394	-1 560	-1 812	-2 139	-2 336	-2 824
	Services financiers (autres qu' assurances)	0	0	0	0	0	0
2260..	credit	0	0	0	0	0	0
3260..	debit	0	0	0	0	0	0
	Services informatique et d'information	0	0	0	0	0	0
2262..	credit	0	0	0	0	0	0
3262..	debit	0	0	0	0	0	0
	Redevances et droits de licence	402	0	0	0	0	0
2266..	credit	402	0	0	0	0	0
3266..	debit	0	0	0	0	0	0
	Autres services aux entreprises	-791	-468	-474	-498	-433	-922
2268..	credit	0	0	0	0	0	0
3268..	debit	-791	-468	-474	-498	-433	-922
	Services personnels, culturels et recreatifs	-101	-108	-149	-156	-164	-172
2287..	credit	0	0	0	0	0	0
3287..	debit	-101	-108	-149	-156	-164	-172

	Services fournis ou recus par les administrations publiques, n.c.a.	1 149	1 417	1 389	1 253	1 179	1 995
2291..	credit	1 347	1 663	1 586	1 634	1 597	2 761
3291..	debit	-198	-246	-197	-381	-418	-766
	Revenus	-1 282	-1 520	-1 367	-663	598	-1 206
2300.Z	credit	1 780	1 115	966	1 321	1 911	1 863
3300.Z	debit	-3 062	-2 635	-2 333	-1 984	-1 313	-3 069
	Remuneration des salaries (y compris frontaliers, saisonniers et autres salaries)	0	0	0	0	0	0
2310..	credit	0	0	0	0	0	0
3310..	debit	0	0	0	0	0	0
	Revenus des investissements	-1 282	-1 520	-1 367	-663	598	-1 206
2320..	credit	1 780	1 115	966	1 321	1 911	1 863
3320..	debit	-3 062	-2 635	-2 333	-1 984	-1 313	-3 069
	Revenus des investissements directs	-708	-749	-676	-579	-566	-1 159
2330..	credit	0	0	0	0	0	0
3330..	debit	-708	-749	-676	-579	-566	-1 159
	Revenus des investissements de portefeuille	65	58	9	9	57	-333
2339..	credit	65	65	75	75	75	75
3339..	debit	0	-7	-66	-66	-18	-408
	Autres investissements	-639	-829	-700	-93	1 108	287
2370..	credit	1 715	1 050	891	1 246	1 836	1 788
3370..	debit	-2 354	-1 879	-1 591	-1 339	-729	-1 501
	Transferts courants	11 215	18 107	22 903	29 301	31 178	40 568
2379.Z	credit	15 592	24 655	31 185	37 692	39 956	49 280
3379.Z	debit	-4 377	-6 548	-8 282	-8 391	-8 778	-8 712
	Administrations publiques	395	851	2 947	5 314	5 509	5 109
2380..	credit	468	892	3 066	5 379	5 663	5 141
3380..	debit	-73	-41	-119	-65	-154	-32
	Autres secteurs (secteur prive)	10 820	17 256	19 956	23 987	25 669	35 459
2390..	credit	15 124	23 763	28 119	32 313	34 293	44 139
3390..	debit	-4 304	-6 507	-8 163	-8 326	-8 624	-8 681
	Compte de capital et d'operations financieres	7 975	6 377	8 159	7 763	10 329	20 166
	Compte de Capital	3 147	3 836	5 868	7 240	23 044	11 702
2994.Z	credit	3 147	3 836	5 868	7 240	23 047	11 702
3994.Z	debit	0	0	0	0	-3	0
4400..	Transferts de capital	3 147	3 836	5 868	7 240	22 883	10 864
2400..	credit	3 147	3 836	5 868	7 240	22 883	10 864
3400..	debit	0	0	0	0	0	0
	Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	0	0	0	0	161	837
2480..	credit	0	0	0	0	164	837
3480..	debit	0	0	0	0	-3	0
	Compte des operations financieres	4 828	2 541	2 291	523	-12 715	8 464
	Investissements directs						
4505.Z	A l'etranger (par des residents)	0	0	0	0	0	0
4555.Z	Dans l'economie declarante (par des non-residents)	346	266	221	324	2 761	1 545
	Investissements de portefeuille						
4602.Z	Avoirs	-5	-8	-10	-10	-10	-10
4652.Z	Engagements	0	0	0	0	0	0
4910.Z	Produits financiers derives (net)	0	0	0	0	0	0
4900.Z	Produits financiers derives, avoirs	0	0	0	0	0	0
4905.Z	Produits financiers derives, engagements	0	0	0	0	0	0
	Autres investissements	3 551	2 005	445	-714	-10 625	6 927
4703.Z	Avoirs	1 041	1 515	-996	-2 920	502	2 890
4706..	Credits commerciaux	-660	1 341	644	167	-206	681
4714..	Prets	0	0	0	0	0	0
4730..	Monnaie fiduciaire et depots	0	0	0	0	0	0
4736..	Autres avoirs	1 701	174	-1 640	-3 087	708	2 210
4753.Z	Engagements	2 510	490	1 441	2 206	-11 127	4 037
4756..	Credits commerciaux	693	901	1 281	1 537	1 117	2 652
4764..	Prets	593	-1 406	-1 098	-1 064	-1 241	-86
4780..	Monnaie fiduciaire et depots	-174	-60	23	87	106	-33
4786..	Autres engagements	1 398	1 055	1 235	1 646	-11 109	1 504
	Avoirs de reserve	936	278	1 635	923	-4 842	2
4812..	Or monetaire	1	3	-33	-12	-22	-17
4811..	Droits de tirages speciaux	15	0	0	-4	1	2
4810..	Position de reserve au FMI	29	0	-9	12	18	-9
4803..	Devises etrangeres	890	180	1 682	921	-4 833	44
4813..	Autres creances	1	95	-5	6	-6	-17
4998.Z	Erreurs et omissions nettes	45	1 824	2 459	1 068	1 326	1 250
		0	0	0			

ANNEXE VIII

LISTE DES ETABLISSEMENTS AGREES AU 31 DECEMBRE 2008 (conformement à la loi 80-07, art 6 et à l'instruction n° 004/2004/COB, art 4)

- les Banques, telles que définies aux articles 4 et 5 de la loi n°80-07 portant réglementation des banques et établissements financiers,

-BANQUE POUR L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE-COMORES (BIC-C)

Place de France B.P 175 Moroni, Union des Comores

Tél : (269) 773 02 43 / Fax : (269) 773 12 29 Tél : (269) 771 01 71 / Fax : (269) 771 10 64

-BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES COMORES (BDC)

Place de France Place de France

B.P 298 Moroni, Union des Comores

Tél : (269) 773 08 18 / Fax : (269) 773 03 97 Tél : (269) 771 04 84

Tél : (269) 772 10 69 / Fax : (269) 772 49 99

-EXIM BANK

Place de France

B.P 8298 Moroni, Union des Comores

Tél : (269) 773 94 01 / Fax : (269) 773 94 00 Tél : (269) 771 12 68

- les Institutions Financières Décentralisées, telles que définies par le décret n° 04-069/PR portant réglementation des Institution Financières Décentralisées du 22 juin 2004,

-UNION DES MECK (12 MECK de base affiliées)

Volovolo

B.P 1234 Moroni, Union des Comores

Tél : (269) 773 36 40 / Fax : (269) 773 36 40

-UNION REGIONALE DES SANDUK D'ANJOUAN (32 caisses affiliées)

Domoni

B.P 47 DOMONI ANJOUAN

Tél : (269) 771 95 20 / 771 04 93

- les Intermédiaires Financiers, tels que définis à l'article 2 de la loi n°80-07 portant réglementation des banques et établissements financiers,

-SOCIETE NATIONALE DES POSTES ET DES SERVICES FINANCIERS (SNPSF)

Moroni Port

Moroni, Union des Comores

Tél : (269) 774 43 01 / Fax : (269) 773 80 30

* CAISSE NATIONALE D'EPARGNE (CNE) -
COMPTES CHEQUES POSTAUX (CCP)

* TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARGENT(Western Union)

* OPERATIONS DE CHANGE EN EURO

-COMORES EXPRESS

B.P 150 Moroni, Union des Comores

Tél : (269) 773 84 22 / Fax : (269) 773 83 90

Organigramme de la Banque Centrale des Comores au 31 décembre 2008

Conseil d'Administration

Administrateurs comoriens :

Mr SALIM A. ABDALLAH, Président
Mr MADI AHAMADA
Mr YAHAYA AHMED HOUMADI
Mr ALI NASSOR

Administrateurs français :

Mr PHILIPPE BONZOM
Mr STEPHANE CIENIEWSKI
Régis KOETSCHET
Michel JACQUIER

Collège des Censeurs

Houssen Hassan IBRAHIM
Bruno CABRILLAC

Gouvernement de la Banque

Gouverneur

Mr AHAMADI ABDOULBASTOI

Vice-Gouverneur

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

Cabinet du Gouvernement

- Affaires juridiques- Conseil d'Administration
- Gestion du domaine mobilier et immobilier
- Assistance technique et développement des compétences
- Relations avec la profession bancaire- Avances au Trésor
- Tableau de bord des activités de la banque
- Informatique et télécommunication
- Communication avec les médias
- Représentation

Département du Secréariat Général Secrétaire Générale : Mme EZIDINE Hassanatillah	Département des Etudes et de la Supervision Bancaire Responsable : Mzé Abdou Mohamed Chanfiou	Département de la Comptabilité et des Opérations Directrice: Mme Faouzia Ali	Département de la Caisse Directeur : Mr Fahar-Eddine MOHAMED	Département du Contrôle Directrice: Mme Zainaba Mzé Mouigni
- Réglementation interne, - Sécurité physique, - Administration et gestion des ressources humaines, - Budget, - Gestion administrative et suivi des activités des agences (Mohéli et Anjouan), - Assurances, - Gestion des moyens matériels et fournitures de bureau, - Relations avec les fournisseurs et prestataires de services, - Missions et protocoles.	* Service des Etudes Omar Soilihi - Etudes économiques, élaborations des notes et rapports, - Suivi de la conjoncture économique et financière, - Elaboration de la balance des Paiements, - Réglementation des changes, - Relations avec l'Administration, - Travaux de la ZOF et du COMESA, - Missions FMI et BM, - Opérations de réescompte et de refinancement, - Relations avec les entreprises, - Documentations et publications.	* Service de la Supervision Abdoulhakim Saïd Ahmed - Contrôle et développement du système bancaire, - Centralisation et gestion des incidents de paiements, - Elaboration et analyse des données monétaires et bancaires, - Supervision du système de paiement et d'échange, - Supervision de la Chambre de compensation, - Politique monétaire et du crédit,	- Gestion de la monnaie fiduciaire (EUR et FC), - Gestion du faux-monnayage, - Gestion clientèle particulière et institutionnelle, - Production des statistiques de la caisse, - Organisation du travail de la caisse, - Utilisation du timbre sec, - garde des valeurs (billets et pièces, bons du Trésor,...), - Entretien du matériel de la caisse, - Sécurité intérieure de la caisse, - Organisation et programmation des expéditions et approvisionnement du Compte d'Opération, - Programmation des commandes des billets et pièces - Relations avec les collectionneurs.	- Contrôle interne, - Contrôle du Budget, - Destruction des billets, - Contrôle des agences, - Secréariat du SRF : lutte contre le blanchiment et les produits du Crime, - Contrôle des opérations et des transferts, - Contrôle de change, - Edition des titres de paiements.

Impression : TPS Printing Represented by DATACOM
Réalisation de la maquette:DATACOM
BP:1684 Moroni-Comores
Tel: 00 269 763 16 06 /Gsm: 00 269 333 17 09
E-mail: sdatacom@gmail.com